

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingtième session

Rome, 17-18 décembre 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

POUR LE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des activités antérieures du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan	2
DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME	5
A. La zone du programme et le groupe cible	5
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17

APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	PREVIOUS IFAD FINANCING (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)	2
III.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV.	PROGRAMME IMPLEMENTATION (EXÉCUTION DU PROGRAMME)	7
V.	COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	15
VI.	FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE)	17

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie pakistanaise (PKR)
1,00 USD	=	60 PKR
1,00 PKR	=	0,0167 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

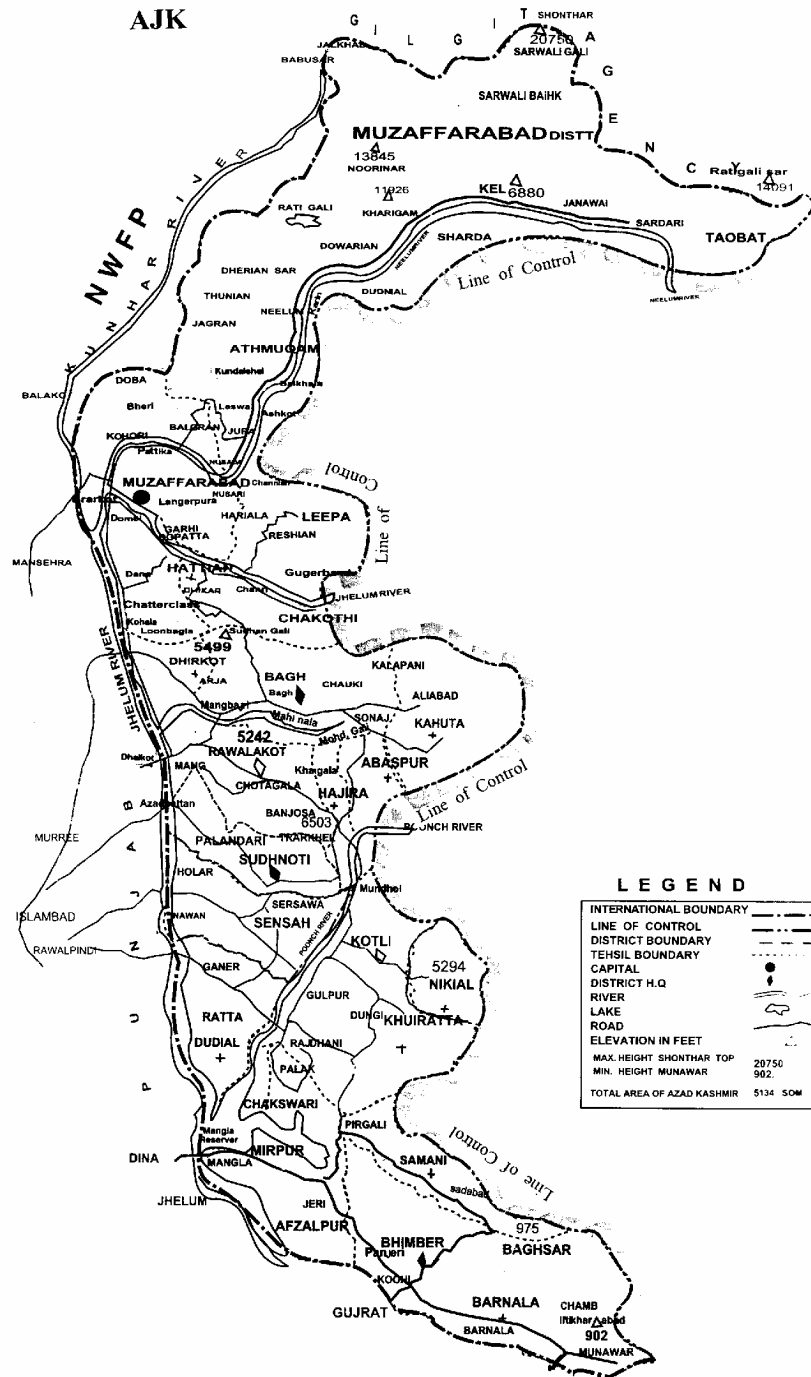
AJC	Azad du Jammu et Cachemire
BA sD	Banque asiatique de développement
BPD	bureaux de programme de district
DISRP	document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté
DPD	Département de la planification et du développement
FDC	Fonds de développement communautaire
NRSP	Programme national pour le soutien rural
OC	organisation communautaire
PAM	Programme alimentaire mondial
PDCVNJ	projet de développement communautaire des vallées de Neelum et de Jhelum
PDV	plan de développement des villages
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPAF	Fonds de réduction de la pauvreté au Pakistan
PSC	comité d'orientation du programme
UGP	Unité de gestion du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: Le Gouvernement de l'Azad du Jammu et Cachemire
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République islamique du Pakistan
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Gouvernement de l'Azad du Jammu et Cachemire (AJC)
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	30,74 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	15,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,77 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	7,11 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,86 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Groupe cible et pauvreté. La faiblesse de la productivité agricole, la dégradation du sol, la fragmentation des terres agricoles, la répartition inéquitable de la terre et la pénurie de possibilités d'emplois dans l'Azad du Jammu et Cachemire (AJC) sont autant de facteurs qui font de toute la population rurale un groupe cible potentiel pour l'aide du FIDA. Le programme proposé touchera environ 33% de la population rurale (quelque 120 000 ménages ruraux) qui vit de l'exploitation forestière et de l'agriculture. Le groupe cible peut être classé en trois catégories: les paysans sans terre (10%), les petits exploitants (75%) et les ménages ayant des femmes à leur tête (15%). Sur la base de cette classification, le programme consistera à mettre au point des interventions appropriées et spécifiques en faveur de chacun des groupes, la priorité étant donnée aux femmes rurales qui accomplissent désormais une grande partie des tâches antérieurement confiées aux hommes car nombreux sont ceux qui sont partis pour exercer ailleurs des emplois non agricoles. En dépit des envois de fonds de l'extérieur, le revenu annuel moyen dans l'AJC ne dépasse pas plus de 185 à 200 USD, soit un chiffre à peu près égal à la moitié de la moyenne nationale.

Causes de la pauvreté. Du fait de son caractère montagneux, de ses écosystèmes fragiles, de la dispersion de l'habitat rural, de la petite taille des villages et de l'absence de grands centres urbains, l'AJC est presque entièrement pauvre à l'exception du district de Mirpur un peu moins défavorisé. Les autres facteurs qui contribuent à sa pauvreté sont son isolement qui entrave la commercialisation des produits agricoles et non agricoles, l'absence d'infrastructures et la forte croissance démographique. Dans la plupart des ménages ruraux, la plus grande partie du revenu disponible est consacrée à la nourriture. Dans les ménages pauvres, il reste très peu d'argent à consacrer à des produits non alimentaires et d'autres besoins. En cas de dépenses imprévues dues à la maladie ou à d'autres circonstances exceptionnelles, les ménages frappés doivent vendre du bétail ou essayer d'obtenir de petits prêts.

Activités du programme en faveur des groupes cibles. Le programme améliorera le sort du groupe cible grâce à un processus de planification, de mise en œuvre et de suivi du développement des villages, faisant appel à une méthode participative, à base communautaire et tenant compte des problèmes d'égalité entre les sexes. Pour obtenir ce résultat, on s'emploiera: i) à renforcer le rôle et les capacités des organisations communautaires (OC) existantes et à créer de nouvelles OC afin de faire profiter la population des avantages d'un développement décentralisé et durable; ii) à développer un système de crédit et d'épargne pour subvenir aux besoins des pauvres et à promouvoir les activités génératrices de revenu et les microentreprises; iii) à jeter les bases d'un processus de décentralisation réussi en encourageant un mode de gestion efficace, la transparence et le sens des responsabilités grâce à l'amélioration des relations opérationnelles et financières au sein des OC, des groupements d'OC, et des organisations faitières ainsi qu'entre les institutions centrales et locales; et iv) à améliorer la gestion des ressources naturelles et à développer l'infrastructure sociale et économique nécessaire pour accroître les possibilités de revenu et d'emplois et réduire la pauvreté parmi les secteurs vulnérables des communautés.

Participation et adhésion des bénéficiaires. Pour la mise au point du programme il a été tenu compte de l'expérience très positive du projet de développement communautaire des vallées de Neelum et de Jhelum (PDCVNJ) et du projet de soutien aux villages de la zone de Mansehra. Un certain nombre de séminaires destinés aux bénéficiaires ont été organisés afin d'examiner à la fois leurs besoins et leurs priorités et la façon de concevoir les activités du programme et d'assurer un suivi participatif de ces activités. Un séminaire réunissant les OC créées dans le cadre du PDCVNJ a été organisé pour étudier la possibilité de créer une organisation faitière et son mode de fonctionnement. Des parties prenantes et des organismes d'exécution ont participé au processus de mise au point et d'élaboration du programme. Le gouvernement a marqué un très grand intérêt pour le programme, comme en témoigne la participation du secrétaire en chef auxiliaire pour le

développement aux réunions de l'équipe d'élaboration du programme à Rome. Pour l'exécution du programme, il sera fait appel à ces OC (d'hommes et de femmes) déjà créées ou à créer qui choisiront les activités prioritaires à consacrer aux infrastructures et au développement en collaboration avec les bénéficiaires, lesquels seront appelés à contribuer aux coûts d'investissement et à assumer des responsabilités dans le fonctionnement et l'entretien de projets, comme des périmètres d'irrigation, d'adduction d'eau, etc. En outre, le programme fournira des services techniques et sociaux répondant aux besoins des bénéficiaires, en assurant le caractère approprié, l'efficacité et la durabilité de ces services. De plus, une formation adéquate sera offerte au personnel et aux bénéficiaires du programme, l'accent étant mis plus particulièrement sur la formation des femmes.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
POUR LE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République islamique du Pakistan d'un montant de 15,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 21,77 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme de développement communautaire. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA
STRATÉGIE DU FIDA¹**

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Pakistan a commencé à réformer son économie après le coup d'État militaire d'octobre 1999 et le pays montre maintenant les signes d'une reprise économique. En 2000-2001, malgré une grave sécheresse, le produit intérieur brut (PIB) total au coût des facteurs a augmenté de 2,7% tandis que l'inflation est restée faible à 4,4% bien que les prix des carburants et de l'électricité aient fortement augmenté et que la roupie pakistanaise ait subi une importante dépréciation. Le déficit budgétaire a été limité à 5,3% du PIB contre 6,5% l'année précédente. Le faible niveau de l'inflation et l'accumulation d'importantes réserves – 3,5 milliards de USD au 31 mars 2002, niveau le plus élevé de la décennie – s'expliquent par une gestion monétaire appropriée appuyée par l'adoption d'un régime de change flottant. Cependant, le processus de reprise est menacé par l'existence d'un sentiment croissant d'insécurité, dû en particulier à la guerre en Afghanistan et à ses conséquences, à la tension avec l'Inde et au ralentissement de l'économie mondiale, qui assombrit les perspectives de croissance, d'exportation et d'entrées de capitaux. Le déficit de financement extérieur pour l'exercice budgétaire 2001-2002 a augmenté d'au moins un milliard de USD, soit 1,7% du PIB.

2. L'agriculture reste le secteur le plus important de l'économie puisqu'elle est à l'origine de 26% du PIB, de 60% des recettes d'exportation et de 48% de l'emploi. Elle fournit des matières premières et des débouchés aux principales industries agroalimentaires du Pakistan. Environ 20,9 millions d'hectares (ha) sont cultivés, soit quelque 26% de la superficie totale du pays. À peu près 76% de cette superficie est cultivée grâce à un très important réseau de canaux d'irrigation complété par un grand nombre de puits tubulaires publics et privés, par de petits ouvrages communautaires et par des mini-barrages. Le développement rapide de l'irrigation, l'introduction de variétés à haut rendement, les subventions pour les moyens de production et les investissements publics consacrés aux infrastructures rurales telles que les routes et le réseau électrique sont autant d'éléments qui ont contribué à la croissance annuelle moyenne de 4% enregistrée dans le secteur agricole pendant les trente dernières années. Cependant, la grave sécheresse et les maladies qui sévissent depuis quelques années ont fortement ralenti la croissance de ce secteur.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

B. Enseignements tirés des activités antérieures du FIDA

3. La conception du projet tient compte des leçons tirées i) des programmes de développement communautaires en cours dans l'Azad du Jammu et Cachemire (AJC)²; ii) des interventions d'autres donateurs telles que le programme pour les services d'infrastructures communautaires de l'AJC financé par la Banque mondiale et le programme de développement dans le sud de l'AJC qui bénéficie de l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); et iii) des activités des organisations non gouvernementales (ONG). Au total, on peut considérer qu'un grand nombre des projets précédents ont été dans l'ensemble couronnés de succès puisqu'ils ont contribué à améliorer le niveau de vie dans les zones rurales desservies, en dépit de l'apparition d'un certain nombre de problèmes d'exécution et de la diminution des décaissements en raison de la faiblesse persistante de la roupie pakistanaise. L'expérience des projets montre qu'une méthode participative induite par la demande et appliquée de façon à éviter confrontations et exclusions et à tenir compte des particularités culturelles est très efficace pour éveiller l'intérêt du groupe cible et des villages pauvres, y compris des femmes. Si l'on veut bien cibler les bénéficiaires et les amener à s'investir dans le projet, une exécution souple et une gestion décentralisée sont indispensables. L'accessibilité au crédit est une condition sine qua non de l'adoption de conceptions et de méthodes nouvelles pour améliorer la productivité des pauvres; en outre, l'élaboration d'un système efficace de distribution et de recouvrement du crédit est indispensable pour la mise en place d'un mécanisme de crédit durable. Pour qu'un tel mécanisme soit couronné de succès, il importe de mobiliser l'épargne modeste des pauvres, de faire participer les communautés au processus de crédit et de relier celui-ci au secteur traditionnel du crédit. Il faut faire en sorte que les femmes participent elles-mêmes à l'identification de leurs propres besoins et à l'établissement d'un ordre de priorité entre ces besoins, en mettant en œuvre d'énergiques programmes de sensibilisation à l'intention des hommes et des femmes, en obtenant la participation de chefs religieux et d'autres notables et la contribution des ONG actives sur le terrain et en recrutant un personnel féminin qualifié. Le défi à relever consiste donc à promouvoir des activités répondant à la demande tout en décentralisant la prise de décisions et l'exécution et en assurant un processus de suivi participatif.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan

4. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté.** Malgré une certaine amélioration des indicateurs sociaux (notamment des indicateurs d'équité entre les sexes), le Pakistan continue à accusé un certain retard sur la plupart des autres pays asiatiques du point de vue du ralentissement de la croissance démographique, de la réduction de la mortalité infantile, de la scolarisation et de l'alphabétisation des adultes. Le gouvernement a mis en route un vaste processus participatif en consultant la population locale pour élaborer une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté rurale. Son document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DISRP) fournit un cadre dynamique pour l'application d'une approche holistique du problème de la croissance économique durable et de la réduction de la pauvreté. Le gouvernement reconnaît dans ce document que l'accroissement des revenus, grâce à la création d'emplois ou à des aides financières ne suffira pas à lui seul à réduire la pauvreté si on ne s'attaque pas aux causes de celle-ci (point de vue également soutenu par le FIDA). En consacrant des ressources suffisantes à la réduction de la pauvreté, le gouvernement montre sa volonté de s'attaquer à ce problème. À la suite de nombreuses consultations et interventions, les autorités compétentes et les décideurs aux niveaux de la province et du district³ adopteront des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) de province et de district, qui serviront de cadres préliminaires pour la future planification. Enfin, les transferts de pouvoir dus aux progrès de la décentralisation contribueront i) à la transparence, à la bonne gestion, à la responsabilité administrative et à la participation de la population dans les affaires locales; ii) à la décentralisation de la planification, du processus budgétaire, de l'exécution et de la gestion et du

² Le nom d'Azad du Jammu et Cachemire (AJC) utilisé dans le présent rapport n'implique aucune prise de position de la part du FIDA.

³ Les nouveaux gouvernements de district qui ont été élus participeront aux consultations au niveau du district.

contrôle financier; et iii) au renforcement de l'administration locale et de l'infrastructure administrative. Cependant, les conseillers de district (*nazim*) se heurtent dans la pratique à de grandes difficultés pour s'acquitter de leurs tâches, en raison des ressources limitées dont ils disposent.

5. **Les activités des autres principaux donateurs pour lutter contre la pauvreté.** Outre les activités menées par le FIDA et la Banque asiatique de développement (BAsD) dans la province de la frontière nord-ouest, plusieurs donateurs multilatéraux et bilatéraux ont apporté leur aide aux efforts de développement rural et au programme de réduction de la pauvreté du Pakistan. La Banque mondiale, la BAsD, l'Union européenne et les Gouvernements britannique, japonais et néerlandais ont soutenu le programme d'action sociale II. La Banque mondiale a financé i) le projet de gestion de l'eau à la ferme IV; ii) le Fonds de réduction de la pauvreté au Pakistan, programme national de développement rural qui achemine des ressources vers les communautés par l'intermédiaire des ONG; iii) le projet de gestion des ressources dans le nord de l'AJC qui fournit la base d'une utilisation durable et économiquement efficace des ressources en terres; et plus récemment iv) le programme des services d'infrastructures communautaires de l'AJC qui, outre la fourniture d'eau potable et d'installations d'assainissement à des communautés périurbaines et rurales, comporte un certain nombre d'investissements consacrés à des routes de desserte et à des ponts, au pavage des rues, au drainage et à l'éclairage des rues. Le PNUD soutient le programme de développement dans le sud de l'AJC qui a pour but de renforcer les organisations communautaires (OC) et les activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus. Le Programme alimentaire mondial (PAM) finance le projet intégré de gestion du sol. L'Union européenne a fourni un soutien pour l'amélioration de la santé animale en construisant des cliniques, dispensaires et des centres vétérinaires, ainsi qu'en fournissant des médicaments là où ces établissements font défaut.

6. **Stratégie du FIDA au Pakistan.** Le FIDA a soutenu 18 projets au Pakistan (pour un total d'engagements d'environ 313 millions de USD). Ces projets sont largement répartis sur le plan géographique, couvrent de nombreuses activités et reposent de plus en plus sur la participation des bénéficiaires et sur la contribution des ONG. La stratégie du FIDA s'est affinée à la suite de l'évaluation du portefeuille du pays en 1995 et de la publication en 1998 de l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays, qui a été mis à jour et complété en 2002.

7. La stratégie du FIDA repose sur une analyse complète et régulièrement mise à jour des conditions socioéconomiques et de la pauvreté. Ses axes principaux sont les suivants: i) *Développement rural.* Les conditions de vie des pauvres et des femmes des zones rurales ne peuvent être améliorées que si l'on s'attaque à ce problème dans le cadre d'activités intégrées et durables visant à accroître la productivité et à renforcer les infrastructures rurales de base, l'accès au marché et les services financiers ruraux localement disponibles. ii) *Bonne gouvernance.* L'évolution régulière des méthodes participatives employées pour aborder le développement communautaire et l'habilitation des organisations locales et populaires à base communautaire assureront une pleine participation des bénéficiaires, une meilleure transparence, un développement du sens des responsabilités et une bonne gouvernance. Des chefs de groupes élus pour un seul mandat contribueront à la réalisation de ces objectifs, ce système permettant d'assurer une rotation équitable et un juste partage des responsabilités entre les membres du groupe. iii) *Accès aux ressources.* Pour renforcer sensiblement le pouvoir d'action des pauvres des zones rurales, il est important de promouvoir et de faciliter l'accès des ruraux pauvres et des femmes aux ressources productives (terre, eau, technologies appropriées et services financiers), de mettre l'accent sur le crédit en faveur des activités génératrices de revenu et de s'assurer la participation d'un système institutionnel de distribution du crédit pour financer la création de microentreprises. iv) *Habilitation des femmes.* Dans ses projets, le FIDA met l'accent sur les activités qui ont pour objet d'améliorer la condition des femmes, soit directement en fournissant des services ciblés (approvisionnement en eau, nutrition, santé et éducation), soit indirectement en déployant des efforts de sensibilisation et de formation dans des domaines tels que l'alphabétisation, la santé et la nutrition et en exerçant des pressions sur les chefs communautaires et religieux et sur les hommes pour qu'ils fassent participer les femmes aux

décisions relatives au choix des activités soutenues par le projet et aux priorités à établir entre ces activités. v) *Sécurité alimentaire et diversification de la production*. Plutôt que l'autosuffisance alimentaire au niveau national, le FIDA privilégie la sécurité alimentaire nationale et locale, en soutenant des produits qui bénéficient d'un avantage comparatif sur les marchés national et international et en créant un climat favorable au bon fonctionnement d'un secteur privé. vi) *Décentralisation*. Le FIDA soutient une approche participative du développement communautaire, en mettant l'accent sur la décentralisation de la planification et de l'exécution et en aidant à la création et au renforcement d'organisations locales et populaires (en faisant appel pour ce faire à la participation des ONG) et au transfert des ressources humaines et financières nécessaires vers les zones d'intervention.

8. **Raison d'être du programme.** Étant donné que l'AJC se caractérise par un terrain montagneux, par des écosystèmes fragiles, par une population rurale très dispersée entre de nombreux villages peu peuplés et par l'absence de centres urbains importants, la pauvreté est très répandue et également répartie dans toute la province. Dans un tel environnement, il est absolument indispensable d'améliorer le sort des pauvres. La mise en œuvre d'investissements dans des infrastructures sociales et économiques choisies par la communauté dans le cadre d'un processus participatif de planification et d'exécution (la priorité étant réservée aux zones non couvertes par d'autres donateurs) contribuera largement à la réalisation de cet objectif.

9. La plus grande partie de la population de l'AJC est tributaire de la forêt et de l'agriculture pour ses moyens d'existence. La faiblesse de la productivité agricole, la dégradation du sol et le caractère fragmenté des terres agricoles, ajoutés à la misère matérielle (en termes de revenu et de consommation) et sociale (sur le plan de l'éducation, de la santé, etc.), sont autant d'éléments qui ont gravement réduit les capacités des pauvres et accru leur vulnérabilité, leur impossibilité de se faire entendre et leur impuissance. Cet état de choses a entraîné un très fort chômage et le départ d'une grande partie de la population masculine, ce qui a obligé les femmes à se charger de nombreuses tâches précédemment accomplies par les hommes. Pour faire face à cette situation, il est, par conséquent, indispensable: i) d'accroître les possibilités d'emploi en développant le crédit et les infrastructures communautaires; et ii) d'améliorer la santé et l'éducation, particulièrement pour les femmes, pour permettre aux pauvres de bénéficier des possibilités existant sur les plans social et économique et de participer davantage au processus de prise de décisions.

10. La durabilité est la condition sine qua non du succès de réduction de la pauvreté. Il faut donner aux communautés les moyens d'assumer la responsabilité de la planification décentralisée et de la mise en œuvre, du fonctionnement et du maintien des activités qu'elles ont choisies et de s'investir pleinement dans cette tâche. Pour ce faire, les communautés seront sensibilisées, mobilisées et soutenues par des ONG qualifiées et sélectionnées pour l'élaboration d'un plan de développement des villages (PDV) participatif qui devrait concerner toutes les parties prenantes du village, et en particulier les groupes traditionnellement défavorisés. Les communautés choisiront les activités prioritaires et les convertiront en sous-programmes réalisables et financièrement viables. Cela permettra d'obtenir des sous-programmes durables, de réduire la charge pesant sur le budget ordinaire de l'administration de l'AJC, d'accélérer le processus de décentralisation et de promouvoir la transparence et la bonne gestion.

11. Le programme devrait permettre d'éviter les insuffisances constatées dans le cadre du projet de développement communautaire des vallées de Neelum et de Jhelum (PDCVNJ) telles que i) le champ d'application géographique restreint, et ii) la faible croissance du nombre des membres des OC, les pauvres n'y adhérant pas dans l'incapacité qu'ils étaient d'assumer les risques résultant des obligations imposées en matières de garantie et d'épargne. Ces facteurs négatifs ont pour effet de réduire l'équité au sein de la communauté et de marginaliser encore davantage les couches les plus pauvres de la population.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

A. La zone du programme et le groupe cible

12. Situé sur les pentes de l'Himalaya, l'AJC a une superficie de 1,33 million d'hectares et se trouve à une altitude allant de 360 mètres au sud à 6 325 mètres au nord. Il est bien doté en forêts, en zones de pâturages, en zones agricoles, en cours d'eau et en sources et il a une flore et une faune naturelles bien diversifiées. Du point de vue topographique, l'AJC comprend deux régions distinctes: une région de hauts plateaux et une région de plaines vallonnées consacrée à la culture. Le sol est essentiellement composé de grès calcaire.

13. On estime que l'AJC compte au total 3,2 millions d'habitants, soit une densité de quelque 220 habitants au km². Les ménages ruraux représentent environ 88% (383 000) des ménages (en moyenne sept personnes par ménages). La production agricole ne fournit que quelque 40% du revenu des ménages, le solde provenant d'autres sources, notamment de l'emploi salarié. Du fait du nombre limité de possibilités d'emplois, une grande partie de la population masculine quitte la province.

14. Bien que le taux d'alphabétisation soit de 55% dans l'AJC, les établissements d'enseignement existants (3 254 écoles de garçons et de 2 778 écoles de filles) sont insuffisants pour faire face aux besoins croissants d'éducation et de nombreuses écoles fonctionnent en plein air faute de bâtiments. De même, les installations sanitaires existantes sont extrêmement réduites (un lit d'hôpital pour 2 207 personnes), en dépit des très gros efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place des services de santé adéquats (le programme élargi de vaccination couvre environ 62% de la population). Environ 55% des villages ont des installations d'eau courante et 15% seulement des ménages ruraux ont des WC intérieurs. La densité des routes n'est que de 0,28 km/km² et du fait de la nature montagneuse du terrain, du climat hivernal rigoureux et de l'abondance des pluies estivales, le réseau rudimentaire de transport connaît de nombreuses défaillances. Cela occasionne à la population rurale de nombreuses difficultés non seulement pour accéder aux services sanitaire et éducatif existants mais aussi pour rejoindre les centres urbains où ils peuvent vendre leurs produits et acheter ce dont ils ont le plus besoin. Étant donné que la route est le seul moyen important pour le transport des voyageurs et des marchandises, il est urgent de mettre en place un réseau routier praticable en toute saison.

15. **Situation des femmes.** Les femmes exercent une multitude d'activités agricoles et non agricoles et elles jouent un rôle accru dans l'économie rurale en raison du départ d'une grande partie de la population masculine (dans environ 33% des ménages, il y a au moins un homme qui est parti s'installer dans une autre province du Pakistan ou qui a émigré). En plus de leurs fonctions traditionnelles au sein du ménage (collecte du bois à brûler, récolte du fourrage, soin des animaux, culture des légumes et traitement et entreposage des produits alimentaires) elles exercent des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenu. Contrairement aux femmes de populations plus traditionnelles d'autres régions du Pakistan, les femmes rurales de l'AJC participent largement à la prise de décisions dans le ménage (par exemple, pour ce qui est de l'éducation et du mariage des enfants) et elles gèrent le budget familial. Cette attitude positive à l'égard du rôle des femmes se reflète dans le nombre important d'écoles de filles et dans la quantité de groupes de femmes qui font preuve d'un grand intérêt pour les affaires de la communauté. Il y a dans la zone du programme de très nombreux ménages ayant des femmes à leur tête (il s'agirait d'après les statistiques officielles de 33 à 40% des ménages), état de choses qui a tantôt un caractère saisonnier, tantôt un caractère plus permanent.

16. **Groupes cibles et méthode utilisée pour les choisir.** Du fait de ses mauvais indicateurs socioéconomiques et de la proportion importante de sa population réduite au niveau de subsistance, l'AJC est une zone qui remplit bien les conditions pour bénéficier de l'appui du FIDA. La terre se prêtant à la production agricole est très rare et les exploitations sont généralement trop petites pour

faire vivre un ménage de taille moyenne et, de ce fait, tous les ménages de cette région peuvent faire partie du groupe cible. Le programme proposé ciblera 33% de la population rurale (environ 120 000 ménages) et s'adressera aussi à des groupes déjà ciblés dans des projets et programmes de la région aidés par d'autres donateurs. Il y a trois groupes cible: i) les personnes dépourvues de terre (environ 10%) à savoir les ouvriers agricoles, les ouvriers non agricoles, les fermiers, les réfugiés et les pasteurs nomades; ii) les petits exploitants (environ 75%) ayant des parcelles de 1,2 hectare en moyenne, dont 50% seulement de terre cultivable, ce qui fait courir à ces exploitants le danger d'une marginalisation croissante et de la privation totale de terre en raison de la fragmentation des exploitations. Ils sont fortement handicapés du fait qu'ils n'ont pas accès aux technologies appropriées et qu'ils ne disposent pas du capital nécessaire, et le revenu qu'ils tirent de leur exploitation ne suffit pas à les faire vivre toute l'année; et iii) les ménages dirigés par des femmes (15%). Les femmes constituent un groupe cible prioritaire et bénéficieront en priorité des activités du programme.

17. Le choix des catégories ciblées sera fondé sur des indicateurs locaux et intracommunautaires établis et choisis en consultation avec les bénéficiaires. Les villages et les communautés de l'AJC seront classés selon une méthode transparente faisant appel à des critères simples pour déterminer le niveau de dénuement. Ces indicateurs concerneront les infrastructures matérielles (écoles, équipements sanitaires, fourniture d'eau potable), les équipements économiques (marchés, routes, électricité) et les services disponibles (personnel sanitaire compétent, classes d'alphabétisation des adultes, vulgarisation agricole, transports quotidiens, etc.), et ils seront examinés et finalisés dans le cadre du Mécanisme spécial d'intervention. De même, au niveau de la communauté, un diagnostic rural participatif sera utilisé afin d'aider la communauté à déterminer ses membres les plus vulnérables, à faciliter l'analyse de leurs difficultés particulières et à élaborer des solutions pour y remédier.

B. Objectifs et portée

18. Le programme proposé aura pour principaux objectifs de protéger, étendre et améliorer le bien-être des ruraux pauvres de l'AJC tout en tenant compte particulièrement de la condition des femmes et en ayant recours à un processus participatif et à base communautaire d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi du développement des villages. Il faudra pour y parvenir: i) renforcer le rôle et les capacités des OC existantes et en créer de nouvelles; ii) jeter les bases d'un processus de décentralisation efficace en favorisant un mode de gestion rationnel, la transparence et la responsabilité grâce à des améliorations opérationnelles et financières et à l'établissement de meilleures relations entre les institutions centrales et locales; iii) améliorer la gestion des ressources naturelles; et iv) développer les infrastructures sociales et économiques nécessaires pour accroître les revenus des ruraux pauvres, améliorer leurs possibilités d'emploi et réduire leur niveau de pauvreté.

C. Composantes

19. Toutes les composantes correspondront à des demandes structurées et des objectifs flexibles appréciés sur la base de préévaluations annuelles et participatives et de l'ensemble des PDV fournis par les communautés rurales de tout l'AJC. C'est pourquoi les coûts mentionnés dans le présent rapport n'ont qu'une valeur indicative fondée sur les estimations approximatives faites pendant l'élaboration du programme.

20. **Développement communautaire soucieux de l'égalité hommes-femmes.** Les objectifs de cette composante sont les suivants: i) mobilisation, organisation et création de capacités en vue d'établir environ 1 265 nouvelles OC d'hommes, de femmes ou mixtes; ii) formation des membres et des animateurs des OC à des activités génératrices de revenu et création de groupes communautaires de crédit afin de favoriser l'épargne et accorder de petits prêts à des membres de la communauté (en particulier à des femmes) pour le financement d'activités génératrices de revenu et de la création de microentreprises; iii) fourniture d'une assistance technique de la part d'ONG qualifiées et

sélectionnées et diffusion de l'information de façon à assurer que les initiatives de développement communautaire ne présentent aucune lacune. Cela facilitera la préparation des PDV; iv) renforcement des capacités des OC pour leur permettre d'entretenir et de faire fonctionner les infrastructures économiques et sociales à base communautaire de façon à améliorer les chances pour que soient effectués des investissements viables et adoptées des pratiques améliorées de gestion et de sauvegarde des ressources naturelles; v) augmentation du nombre de membres des OC, au moins un tiers de ses membres devant être issus des secteurs les plus vulnérables de la communauté; vi) mise en place de programmes de formation professionnelle de courte durée pour environ 8 000 membres des OC et de programmes de longue durée pour 2 500 membres; et vii) renforcement de la confiance en soi et des aptitudes à diriger chez les pauvres et particulièrement chez les femmes, de façon qu'ils puissent participer plus pleinement au processus démocratique de gestion locale.

21. Cette composante servira aussi à consolider et à pérenniser 2 835 OC existantes dans les zones déjà couvertes par d'autres programmes de développement (par exemple le PDCVNJ du FIDA, le programme de développement mené par le PNUD dans le sud de l'AJC, le programme pour les services d'infrastructures communautaires de la Banque mondiale). Le programme soutiendra la tendance spontanée que les OC parvenues à maturité ont à se réunir en groupements et à se faire enregistrer officiellement et il encouragera les groupements d'OC à établir des liens entre eux. Cette évolution débouchera sur la formation de structures sous-faîtières au niveau du district, qui apporteront un soutien décisif aux groupements d'OC pour le développement de microentreprises et de petites et moyennes entreprises (PME). En outre, ces structures permettront aux OC de nouer plus facilement des liens avec les institutions financières afin de promouvoir la croissance des PME et la création d'associations de commercialisation, renforceront le développement de produits fondés sur les ressources, fourniront des services de soutien sur les plans technique et financier et sur celui de la gestion, et encourageront l'établissement de liens avec les différents marchés.

22. **Fonds de développement communautaire.** Le Fonds de développement communautaire (FDC) repose sur le principe du développement à plusieurs niveaux. Le programme soutiendra les OC pendant tout le processus en les aidant à améliorer leurs compétences et à remplir les conditions requises pour passer au niveau supérieur. Le FDC comprendra trois guichets: le guichet microfinancement, le guichet infrastructures et le guichet innovation:

- **Guichet microfinancement.** Ce premier niveau s'appuiera sur la structure d'épargne et de crédit existante, établie dans le cadre du PDCVNJ. Lorsqu'une OC participante aura accumulé un minimum d'épargne de 20 000 PKR (environ 330 USD), le programme déposera une somme de contrepartie égale sur le compte bancaire de l'OC. Ensuite, lorsque l'OC aura constitué une épargne suffisante pour rembourser sans intérêt le premier dépôt du Fonds, elle sera qualifiée pour accéder au second niveau où elle pourra obtenir des sommes de contrepartie bien plus élevées (supérieures à 60 000 PKR). Ce second niveau représente l'étape la plus critique du développement des OC. Des ONG ayant l'expérience du développement des entreprises s'emploieront, sous la direction de l'organisation sous-faîtière, à aider les OC individuelles et groupements d'OC à mieux connaître et comprendre la dynamique de la croissance des entreprises fondée sur les ressources. Ce deuxième niveau d'intervention du FDC aidera les OC i) à identifier les possibilités de développement de certains types de produits et les risques correspondants; ii) à s'adapter rapidement aux besoins du marché et à trouver sur celui-ci de bons créneaux; et iii) à apprendre à leurs membres à constituer collectivement des actifs par le développement d'entreprises et à gérer de manière efficace les portefeuilles de crédit des entreprises. Le résultat attendu est une augmentation des gains financiers au profit des membres des OC et à travers eux au profit des OC elles-mêmes, de leurs groupements et des organisations sous-faîtières. Des PME – y compris celles qui offrent des services (transport et emballage, etc.) et qui fournissent de la valeur ajoutée (traitement, routage, entreprises industrielles et commerciales) – se développeront jusqu'à fournir d'importantes possibilités de revenu et d'emploi. Une fois que les groupements d'OC

auront atteint un degré élevé de maturité – degré mesuré par la valeur de leurs avoirs hypothécables (terrains, espèces et autres avoirs) qui doivent représenter au moins 500 000 PKR (8 330 USD) – et qu'ils pourront rembourser sans intérêt le dépôt de fonds de contrepartie du deuxième niveau, ils pourront se faire officiellement inscrire au registre des sociétés. Le programme les aidera à établir des liens avec les institutions financières normales. À ce stade, elles pourront sortir du guichet microfinancement et bénéficier d'emprunts de plus grande envergure.

- **Guichet infrastructures.** Ce guichet permettra de financer, dans le cadre d'un processus de développement planifié d'un village, de petites infrastructures économiques et sociales au profit d'une OC ou d'un groupement d'OC. Cela peut concerner par exemple: l'approvisionnement en eau potable, des points d'eau, des WC, des écoles, des centres de formation professionnelle en entreprise, des dispensaires, des installations de premiers soins et des ouvrages rudimentaires d'assainissement, de petits ouvrages d'irrigation pouvant irriguer quelque 3 800 hectares à l'aide de dispositifs élevatoires (56), des mini-barrages (environ 56) et des puits tubulaires (environ 84), des routes rurales (150 km), des ponts (20) des passerelles (environ 20), des ouvrages de conservation du sol au niveau des exploitations, des chemins intérieurs et des mini-centrales hydroélectriques, et des infrastructures servant à prévenir l'érosion du sol et à atténuer d'autres risques environnementaux tels que l'enlèvement et les glissements de terrain. Le programme favorisera les réseaux d'irrigation gérés sur un plan communautaire, les activités de conservation du sol au niveau des exploitations (destinées à protéger la couche supérieure du sol contre l'érosion par des moyens tant structurels que biologiques) et les pratiques améliorées de gestion de l'eau au niveau des exploitations (afin d'assurer les utilisations efficaces des ressources en eau coûteuses).
- **Guichet innovation.** Ce guichet fournira une aide financière destinée à encourager des propositions (environ un millier) d'idées nouvelles visant à améliorer le bien-être des ruraux pauvres, ces idées pouvant concerner par exemple des pratiques agricoles nouvelles ou améliorées, le bétail, l'exploitation forestière, le développement de l'entreprise rurale, l'environnement et la situation des femmes. Les bénéficiaires de ce guichet seront par exemple des membres de la communauté, des organismes d'exécution et le secteur privé.

23. **Gestion des ressources naturelles.** Cette composante servira à soutenir: i) la sélection, l'essai et la démonstration de technologies améliorées, efficaces et financièrement abordables pour obtenir une amélioration de la productivité dans divers domaines au niveau des groupements de OC; ii) l'introduction et la promotion de projets de production de semences mis en œuvre par les exploitants sur environ 1 300 hectares de façon à obtenir des semences de qualité; iii) la recherche adaptative et participative au niveau des exploitations en coopération avec des partenaires appropriés sur des technologies déjà connues mais non appliquées dans la région. Une vingtaine de sujets de recherche seront sélectionnés, le but étant de déterminer les cultures rémunératrices pouvant être introduites dans la région; iv) la création de la part des OC et de leurs groupements d'un fonds renouvelable pour faciliter l'achat, la gestion et la commercialisation des principaux intrants agricoles (semences, engrais, produits chimiques, etc.); v) la formation d'agents des OC et de leurs groupements pour qu'ils puissent devenir des agents du développement en assurant une gestion durable des ressources naturelles par la diffusion des techniques améliorées (vulgarisateurs auxiliaires, techniciens de la lutte antiparasitaire intégrée, techniciens des semences, etc.); vi) des pépinières privées; vii) les OC et leurs groupements par la fourniture régulière de moyens visuels/audiovisuels et de renseignements sur le marché; viii) des études de marché; et ix) des départements d'exécution pour leur permettre de répondre efficacement aux besoins et aux demandes des membres des OC concernant le développement des cultures. Tous les investissements de l'entreprise résultant des interventions susmentionnées seront financés par le guichet microfinance.

24. **Gestion du programme.** Le programme établira: i) une unité de gestion du programme (UGP) à Muzaffarabad pour coordonner et faciliter la mise en œuvre et le suivi des activités et la remise de fonds aux districts, aux organisations, aux OC et aux autres partenaires. Elle financera aussi le recrutement d'un personnel d'assistance technique, à savoir un spécialiste du crédit et du développement de l'entreprise, un spécialiste de la formation et de la communication, un contrôleur et du personnel de soutien; et ii) sept bureaux de programme de district (BPD) qui exerceront les mêmes tâches que l'UGP au niveau du district.

D. Coûts et financement

25. Le coût total du programme qui portera sur sept ans est estimé à 30,74 millions de USD, aux prix de décembre 2002, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les coûts en devises représentent environ 20% du coût total. Les provisions pour aléas d'exécution représentent 3% des coûts de base. Les aléas financiers ont été calculés en fonction des projections de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. L'estimation des coûts du programme s'est faite sur la base de taux de change à parité de pouvoir d'achat constant, pour tenir compte de la dépréciation probable de la roupie pakistanaise par rapport aux principales monnaies, en raison de la différence prévue entre le taux d'inflation dans le pays et à l'étranger (Tableau 1).

26. On trouvera au tableau 2 le plan de financement du programme. Le FIDA apportera 21,77 millions de USD (70,8%), le gouvernement 7,11 millions de USD (23,1%) et les bénéficiaires 1,86 million de USD (6,0%) en nature (main-d'œuvre, équipement et matériaux). Outre le coût total du programme, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a octroyé un don d'environ 375 000 USD au titre du Programme de coopération technique pour lancer diverses activités à l'appui du programme.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement communautaire soucieux de l'égalité hommes-femmes	10 069,1	771,6	10 840,7	7	39
B. Fonds de développement communautaire	8 702,9	4 182,1	12 884,9	32	46
1. Guichet microfinancement	4 520,8	4 520,8	4 520,8	16	16
2. Guichet infrastructures	3 932,1	3 932,1	7 864,1	50	28
3. Guichet innovation	250,0	250,0	500,0	50	2
C. Gestion des ressources naturelles	1 285,0	67,6	1 352,6	5	5
D. Gestion du programme	2 670,5	391,7	3 062,2	13	11
Total des coûts de base	22 727,4	5 413,0	28 140,4	19	100
Provisions pour aléas d'exécution	459,7	444,9	904,6	49	3
Provisions pour aléas financiers	1 268,8	422,1	1 690,9	25	6
Total des coûts du programme	24 455,9	6 280,1	30 735,9	20	109

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement communautaire soucieux de l'égalité hommes-femmes	7 134	61,9	4 387	38,1	-	-	11 521	37,5	830	10 036	655
B. Fonds de développement commun	11 646	80,8	914	6,3	1 859	12,9	14 418	46,9	4 949	9 470	-
1. Guichet microfinancement	3 607	79,8	914	20,2	-	-	4 521	14,7	-	4 521	-
2. Guichet infrastructures	7 435	80,0	-	-	1 859	20,0	9 294	30,2	4 647	4 647	-
3. Guichet innovation	604	100,0	-	-	-	-	604	2,0	302	302	-
C. Gestion des ressources naturelles	1 398	95,0	74	5,0	-	-	1 472	4,8	74	1 325	74
D. Gestion du programme	1 588	47,8	1 737	52,2	-	-	3 325	10,8	427	2 449	449
Total des décaissements	21 766	70,8	7 111	23,1	1 859	6,0	30 736	100,0	6 280	23 279	1 177

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. **La passation des marchés** de biens et services se fera conformément aux directives adoptées en la matière par le FIDA. Les achats de véhicules seront regroupés et effectués par l'UGP pour tous les organismes d'exécution. Les marchés d'un montant égal ou supérieur à 200 000 USD feront l'objet d'appels d'offres internationaux. Les marchés dont le montant se situe entre 10 000 USD et 200 000 USD seront passés par voie d'appel d'offres local; les achats d'un montant inférieur à 10 000 USD se feront après consultation des fournisseurs locaux. Les travaux de génie civil, par exemple les périmètres d'irrigation, les petits ouvrages d'alimentation en eau, les routes de desserte et les autres infrastructures communautaires seront exécutés en régie, le cas échéant, ou sous-traités par les OC ou leurs groupements à des entreprises locales ou à des organismes d'exécution. Un prestataire de services et le gouvernement concluront un contrat acceptable pour le FIDA en vue de la mise en œuvre du programme, notamment en ce qui concerne l'assistance technique, les voyages d'étude et la formation.

28. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Le prêt sera décaissé pour les dépenses autorisées effectuées pendant la période d'exécution du programme. Un compte spécial sera ouvert auprès de la Banque nationale du Pakistan, succursale de Muzaffarabad, pour faciliter l'acheminement des fonds. Dès l'entrée en vigueur du prêt, le FIDA fera un dépôt initial de 1,5 million de USD, ce qui correspond aux besoins d'environ six mois. Ce compte sera réapprovisionné conformément aux directives du FIDA. L'ouverture du compte spécial sera une condition préalable à l'entrée en vigueur du prêt. Un compte du programme en roupies pakistanaises sera ouvert et géré par l'UGP pour les activités au jour le jour. Le gouvernement déposera ses contributions sur ce compte conformément au calendrier convenu.

29. Compte tenu du plan de travail et budget annuel approuvé et de l'exécution effective, les fonds du programme prélevés sur le compte spécial seront acheminés, trimestriellement, par l'UGP aux départements d'exécution et aux organismes sous contrat. Le directeur du programme examinera de très près les activités des départements d'exécution et des organismes sous contrat avant le déblocage de nouveaux fonds afin de s'assurer que les travaux entrepris sont approuvés par les OC. Tous les organismes d'exécution participant au programme tiendront des comptes distincts des dépenses effectuées au titre des activités qu'ils mènent avec les fonds du programme. Le comptable de l'UGP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément aux règles nationales en la matière, qui auront été agréées par le FIDA. Il préparera aussi chaque trimestre des états récapitulatifs des comptes du programme en tant que partie intégrante du système de gestion de l'information. Ces états récapitulatifs seront soumis régulièrement au comité d'orientation du programme (PSC) et au FIDA. Le vérificateur général des comptes du Pakistan ou un cabinet d'audit agréé par le FIDA vérifiera tous les comptes. Les comptes vérifiés et le rapport du vérificateur, accompagnés d'une opinion distincte sur les états de dépenses, seront communiqués au FIDA au plus tard six mois après la clôture de chaque exercice.

F. Organisation et gestion

30. Le gouvernement déléguera tous pouvoirs pour l'exécution du programme à son Département de la planification et du développement (DPD). Le secrétaire en chef auxiliaire pour le développement du DPD sera responsable des décisions de politique générale. Le secrétaire aux finances de l'AJC déblocuera des montants suffisants de fonds de contrepartie tirés du budget de l'AJC pour permettre l'exécution générale du programme. Une UGP qui sera située au sein du DPD à Muzaffarabad et dirigée par un directeur de programme sera responsable de l'exécution globale du programme, du déblocage rapide des fonds, du contrôle financier, de l'administration du compte spécial, du bon déroulement de la passation des marchés, de la logistique, de la coordination avec les organismes d'exécution et les autres programmes et projets mis en œuvre dans l'AJC et de l'établissement des rapports. L'UGP passera des accords avec les départements d'exécution, le secteur privé et les ONG

en "partenariat à terme" avec les OC concernées et leurs groupements pour la mise en œuvre de certaines activités.

31. La coordination du programme sera organisée comme suit: i) le PSC assurera la coordination avec les départements d'exécution. Il se réunira au moins deux fois par an pour examiner les progrès accomplis pendant le semestre écoulé et approuver le programme de travail et budget annuel. Il sera présidé par le secrétaire en chef auxiliaire du DPD et comprendra les secrétaires des finances, de l'agriculture, de l'industrie, de l'administration locale et du développement rural ainsi que des représentants des OC/organisations faîtières/sous-faîtières, du Fonds de réduction de la pauvreté au Pakistan (PPAF)/programme national pour le soutien rural (NRSP), du PAM et d'organismes de microfinancement. Le directeur du programme sera le secrétaire du comité; ii) le comité technique du programme sera chargé d'examiner et d'approuver les projets trimestriels de plans de travail et budget et les rapports d'activité semestriels à présenter au PSC. Il sera présidé par le secrétaire en chef auxiliaire du DPD et comprendra les chefs ou représentants des organismes d'exécution, des OC/organisations faîtières/sous-faîtières, du PPAF/NRSP, du PAM et des organismes de microfinancement. Le directeur du programme en sera le secrétaire; iii) le comité de coordination du district sera, dans chaque district, chargé de coordonner les activités du programme avec les autres interventions du gouvernement et/ou des donateurs. Présidé par le directeur du programme, il se composera de représentants des organismes d'exécution compétents et des OC/organisations sous-faîtières⁴.

G. Justification économique

32. **Avantages et bénéficiaires.** Étant donné que le programme sera induit par la demande, il est difficile de prévoir quel genre et quelle quantité d'activités les bénéficiaires choisiront sur une période de sept ans et, partant, de donner des chiffres concernant les revenus, l'autonomisation et la réduction de la pauvreté. On peut cependant estimer, tout en faisant preuve de prudence, que le programme ne touchera pas moins de 123 000 ménages pauvres (soit quelque 861 000 personnes) dans environ 4 100 OC. En soutenant la gestion des ressources naturelles et la recherche participative et en mettant à la disposition des agriculteurs des semences et des jeunes plants améliorés, le programme augmentera la productivité agricole et encouragera la production de variétés à haut rendement et de cultures économiquement rentables. Cela sera, en outre, facilité par l'élargissement de l'accès au marché grâce à l'amélioration des routes de desserte et des services financiers. Les ouvrages d'adduction d'eau libéreront les femmes de certaines corvées, leur laissant ainsi plus de temps pour s'occuper des enfants ou des activités productives. Les infrastructures et les activités sociales aideront les bénéficiaires à surmonter un certain nombre de lourds handicaps et amélioreront la qualité de vie des pauvres. Le PDV et la méthodologie du programme pour la planification et la mise en œuvre des activités contribueront à diversifier, renforcer et améliorer le contenu et la qualité du partenariat et les relations des groupes cibles avec les partenaires concernés. Le programme fournira aussi des mécanismes de nature à renforcer le sens de la responsabilité, la transparence et la gestion des OC ainsi que leurs relations avec les organismes d'exécution fournisseurs de services. En outre, il favorisera la démocratie locale et la décentralisation.

33. Le programme profitera à environ 12 200 petits agriculteurs ayant des exploitations de 0,25 à 0,50 hectare du fait de l'augmentation des rendements obtenue grâce à l'irrigation et, sans doute, à un nombre équivalent d'éleveurs par suite de l'amélioration des techniques de production animale. Au moins 50% des membres des OC bénéficieront de crédits. La réfection ou la construction d'environ 145 km de canaux d'irrigation (irriguant 1 800 hectares) et le nivellement d'environ 900 hectares de terre permettront une meilleure utilisation des ressources en eau. En outre, la surface irriguée augmentera de quelque 2 360 hectares grâce à des dispositifs élévatoires, à des mini-barrages, à l'amélioration du système de distribution de l'eau et à des puits tubulaires. La partie des programmes qui s'adressera particulièrement aux femmes concernera des activités génératrices de revenu ainsi que

⁴ On trouvera à l'appendice IV des détails sur l'exécution du projet.

la production animale et végétale (dont les femmes ont souvent la responsabilité, les hommes étant partis travailler ailleurs). Les femmes et les jeunes filles seront également les principales bénéficiaires des ouvrages d'alimentation en eau potable et des investissements à base communautaire effectués par le FDC.

34. On s'attend à une augmentation du rendement des principales cultures ainsi qu'à une diversification de la production, les céréales perdant du terrain au profit de cultures financièrement plus rentables. De fait, le rendement des cultures irriguées de blé et de maïs passera de 2 à 3 tonnes à l'hectare et celui des cultures irriguées de légumes de 11 à 16 tonnes à l'hectare. De façon générale, le programme aura pour effet d'accroître: i) la productivité des cultures, grâce à une amélioration des pratiques culturales sur les terres irriguées et non irriguées, à des services de soutien et à la recherche participative; ii) les superficies cultivées grâce à la création ou à l'amélioration des réseaux d'irrigation; iii) la production animale grâce à l'amélioration des services de soutien, à l'accroissement de la production de fourrage et à l'utilisation accrue des résidus de récoltes pour l'alimentation animale; iv) la production de lait et de viande grâce aux activités génératrices de revenu; v) les revenus, par suite du développement des activités génératrices de revenu et des microentreprises, d'un meilleur accès aux moyens de production et de la commercialisation des produits, grâce à l'amélioration des routes et aux activités à base communautaire financées par le FDC.

35. Le programme aura notamment pour objectif d'accroître les revenus des ruraux pauvres et des femmes. Les communautés seront chargées de choisir et d'effectuer des investissements dans le cadre du processus de planification participatif du développement relevant des PDV et de fixer des priorités correspondant à ce dont elles estiment avoir besoin. À cet effet, des modèles d'entreprises courantes et représentatives ont été élaborés en vue de tester la viabilité financière des entreprises possibles et l'intérêt qu'elles présentent pour les bénéficiaires. Les modèles choisis confirment l'intérêt financier de ces entreprises pour les bénéficiaires puisque le taux de rentabilité interne va de 13% pour les entreprises de meunerie polyvalentes à environ 125% pour les pépinières ou les magasins d'ameublement.

36. **Analyse économique.** Comme indiqué plus haut, il est difficile de prévoir a priori le nombre et le genre d'entreprises que les bénéficiaires choisiront. Si l'on retient comme hypothèse prudente que l'impact du programme (totalité des coûts d'investissement plus les coûts des autres bailleurs de fonds dans la zone du programme à savoir le PAM et le NRSP) se traduira par une augmentation du revenu individuel de seulement 2 USD par bénéficiaire sur tout le territoire de l'AJC, le taux de rentabilité économique (TRE) sera d'environ 10%. De même, pour que soit obtenu un TRE de 12%, il faut que la valeur de la production de la superficie cultivée dans l'AJC (172 821 hectares) augmente d'environ 50 USD à l'hectare, compte tenu des autres avantages non agricoles que l'on peut raisonnablement attendre de l'augmentation de l'activité économique et de l'amélioration des infrastructures de base et des services sociaux.

H. Risques

37. Le risque principal tient sans doute à la difficulté d'accès et à la grande dispersion des lieux de peuplement dans l'AJC. Cela peut avoir pour conséquence que la création et l'entrée en activité des OC soient plus lentes que prévu, ce qui affecterait négativement la réalisation des travaux d'infrastructures rurales, le recours au crédit, l'exploitation forestière et la mise en place d'installations communes. C'est pourquoi d'importantes ressources ont été affectées aux activités de mobilisation communautaire menées dans le cadre du programme en faveur de la création, de l'apprentissage et du fonctionnement de ces OC, du développement du crédit et des fonds de développement communautaire afin de promouvoir la cohésion, la volonté de participation et le sens des responsabilités au sein des communautés. Un autre risque est de voir des politiciens et des personnages influents s'immiscer dans des activités financées au titre du programme. L'application d'une méthode participative pour élaborer les PDV et fixer leurs priorités permettra de renforcer le

sens des responsabilités, la gestion et la démocratie. Les OC montreront durablement leur utilité au fur et à mesure qu'elles évolueront, qu'elles constitueront entre elles des groupements, qu'elles établiront des liens avec les banques commerciales et que seront créées des organisations sous-faîtières de district et en fin de compte une organisation faîtière pour l'AJC. En même temps, elles assumeront de plus en plus les coûts de la fourniture de services. La conception du programme est fondée sur une méthode d'exécution souple et sur une participation étroite des bénéficiaires dans les activités de suivi et d'évaluation de façon à minimiser les risques de mauvaise gestion des fonds et à garantir que les pauvres et les femmes bénéficieront des activités du programme. L'élection des chefs des OC pour un seul mandat contribuera au processus démocratique de sélection, à la transparence et au développement du sens des responsabilités. Pour garantir que le programme profite particulièrement aux femmes, du personnel féminin sera recruté pour occuper des postes de vulgarisatrices, de conseillères, de spécialistes en matière d'élevage et d'animatrices au niveau du village ou d'une partie du village.

I. Impact sur l'environnement

38. D'après l'analyse de la situation et de l'impact écologique effectuée pendant l'élaboration du programme, celui-ci pourrait améliorer l'environnement: i) du fait de l'utilisation durable des ressources naturelles dans les zones des cultures et d'herbages actuelles sans extension vers d'autres zones; ii) du fait de la réfection ou de la construction de périmètres d'irrigation communautaires, accompagnée de mesures de protection des bassins versants, ce qui aura des effets positifs en aval et réduira l'envasement; iii) grâce aux projets de sylviculture sociale et d'agrosylviculture visant à remettre en état des terres dégradées et victimes de l'érosion en raison du déboisement; et iv) grâce au développement de la production de fourrage pour éviter le surpâturage sur les zones de pâture communales. La construction de routes de desserte et de dispositifs d'irrigation communautaires pourraient avoir un impact négatif sur l'environnement mais cet impact sera réduit au maximum grâce à une planification et une conception méticuleuses et rigoureuses et au fait que la construction de ces ouvrages ne sera approuvée qu'après une étude environnementale. L'augmentation de la quantité d'engrais et de pesticides utilisés ne devrait pas être excessive puisque le service d'assistance technique du département d'exécution suivra l'évolution de la fertilité du sol et recommandera les doses et la fréquence à respecter à cet égard. L'introduction et le développement des méthodes de lutte intégrée contre les ravageurs limiteront l'emploi des pesticides sur les terres cultivées. Les progrès réalisés sur les plans de l'éducation et de la santé rendront la population plus sensible aux problèmes de l'environnement.

J. Aspects novateurs

39. Il s'agit du premier programme qui couvre la totalité de l'AJC. Il complétera les activités des autres donateurs tels que la FAO, le PNUD, la Banque mondiale et le PAM et mettra en place des partenariats avec eux lorsque cela sera utile. Le programme comporte un certain nombre d'aspects novateurs: i) les responsabilités sont largement décentralisées au profit des communautés, qu'il s'agisse de la gestion de l'épargne et du crédit, du recouvrement des dettes ou de l'élaboration des PDV avec la participation de tous les bénéficiaires; ii) on a mis en place pour les OC un mécanisme de développement progressif au terme duquel elles seront liées à une banque commerciale pour la couverture de leurs besoins financiers; iii) les principaux investissements ne seront effectués dans les villages que si les femmes participent activement à leur choix et à l'établissement d'un ordre de priorité entre ces investissements. En outre, un certain nombre d'activités (telles que la construction de W.C. ou d'ouvrages d'alimentation en eau) ne seront entreprises que si elles ont été décidées par les groupes de femmes, l'objectif étant de faire de la formation de ces groupes le point de départ de toutes les activités du programme; iv) après avoir choisi les activités, la communauté les sous-traitera à des entreprises privées ou à des organismes d'exécution qui devront satisfaire aux normes qu'elle aura choisies; v) des notables et des chefs religieux seront cooptés pour participer aux activités du programme, leur rôle étant de promouvoir la pleine participation des femmes et de lever les réticences éventuelles de la population à cette participation; vi) les OC seront encouragées à constituer des

groupements puis des organisations sous-faîtières au niveau du district, le but étant de créer avant la fin du programme une organisation faîtière au niveau de l'AJC et d'assurer ainsi la durabilité des CO.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

40. Un accord de prêt entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

41. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

42. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quinze millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 250 000 DTS) venant à échéance le 15 décembre 2043 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 7 octobre 2003)

1. **Compte du programme.** Le Gouvernement de l'AJC ouvrira puis maintiendra auprès de la Banque nationale du Pakistan un compte courant en roupies pakistanaises destiné aux opérations du programme (le compte du programme). Le compte du programme sera protégé contre toute compensation, ou saisie conformément aux conditions proposées par le Gouvernement de la République islamique du Pakistan (le Gouvernement) et acceptées par le FIDA. Le directeur du programme est pleinement habilité à gérer le compte du programme.
2. **Contribution de contrepartie.** Pendant la période d'exécution du programme, pour chaque exercice budgétaire, le Gouvernement met à la disposition du gouvernement de l'AJC les fonds de contrepartie, provenant de ses ressources propres, à hauteur du montant prévu dans le plan de travail et budget relatif à l'année du programme considérée. À cette fin, il verse au moins 50% de ces fonds sur le compte du programme au plus tard le 7 août de chaque année du programme, et le solde au plus tard le 2 janvier.
3. **Intégrité du programme.** Le Gouvernement veille à ce que pendant toute la durée de l'exécution du programme les ressources obtenues d'autres donateurs ne se substituent pas à une partie quelconque du financement ou des activités du programme ou ne remettent pas ceux-ci en cause.
4. **Promotion de l'égalité hommes-femmes.** Le Gouvernement veille à ce que les femmes participent pleinement au programme et leur facilite le libre accès aux activités et aux avantages du programme. Il veille également à ce que les femmes qui ont suivi une formation et participé à l'exécution d'autres projets du FIDA soient recrutées par les services d'exécution compétents du gouvernement de l'AJC.
5. **Personnel et ressources supplémentaires.**
 - a) Le Gouvernement veille à ce que tous les véhicules et tout le matériel achetés au moyen du prêt: i) soient utilisés exclusivement pour les activités du programme; ii) soient utilisés uniquement dans la zone du programme; et iii) ne portent ni fanion ni macaron du gouvernement.
 - b) En plus de ceux prévus au titre du programme, le Gouvernement fournit tous véhicules, équipements et personnels qui pourraient s'avérer nécessaire à l'exécution du programme.
6. **Organismes d'exécution.** Le Gouvernement veille que les organismes participant à l'exécution du programme classent les activités par rang de priorité.
7. **Financement additionnel.** Le Gouvernement s'efforce, en concertation avec le Gouvernement de l'AJC, de mobiliser des ressources additionnelles pour les organisations communautaires et les groupes d'organisations communautaires par le biais d'organismes de microfinancement tel que la Kushhali Bank.
8. **Questions environnementales.** Les rapports d'évaluation d'impact sur l'environnement des routes de raccordement dans les districts écologiquement sensibles seront communiqués au FIDA pour examen et accord avant d'inclure ces routes au programme. Les activités qui ont sur l'environnement un impact négatif impossible à pallier de manière satisfaisante pour le FIDA ne seront pas inscrites au programme.

9. **Assurance du personnel du programme.** Le Gouvernement assurera le personnel du programme contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques habituelles en vigueur dans la fonction publique.

10. **Conditions additionnelles préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du programme.**

- a) Le document pro forma I pour le programme établi par la Commission de planification et jugé acceptable par le FIDA, a été approuvé par le Comité exécutif du Conseil économique national du Gouvernement;
- b) L'UGP a été dûment créée et le directeur de programme a été engagé et nommé;
- c) Le comité d'orientation du programme a été créé;
- d) Le comité technique du programme a été créé;
- e) Le compte spécial et le compte du programme ont dûment été ouverts;
- f) Le vérificateur général ou tout autre auditeur indépendant a été nommé et chargé de contrôler les comptes;
- g) L'accord de prêt du programme a dûment été signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- h) Un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la législation, de la justice et des affaires parlementaires, et acceptable par le FIDA tant en la forme que sur le fond, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

PAKISTAN

Land area (km² thousand) 2001 1/	771	GNI per capita (USD) 2001 1/	420
Total population (million) 2001 1/	141.45	GDP per capita growth (annual %) 2001 1/	0.3
Population density (people per km²) 2001 1/	183	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	3
Local currency	Pakistan Rupee (PKR)	Exchange rate: USD 1 =	PKR 60
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-2000 2/	2.6	GDP (USD million) 2001 1/	58 668
Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/	34	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1980-1990	6.8
Crude death rate (per thousand people) 2000 1/	8	1990-2000	4.4
Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/	85	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	63	% agriculture	25
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	52.2	% industry	23
Poor as % of total rural population 2/	36.9	% manufacturing	16
Total labour force (million) 2001 1/	53.48	% services	52
Female labour force as % of total 2001 1/	29	Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	74 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	75
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	56	Gross domestic savings (as % of GDP)	15
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 224	Merchandise exports 2001 1/	9 242
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 1/	n/a	Merchandise imports 2001 1/	10 617
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 1/	n/a	Balance of merchandise trade	-1 375
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	4 a/	before official transfers 2001 1/	-4 411
Physicians (per thousand people) 1999 1/	1 a/	after official transfers 2001 1/	-1 112
Population using improved water sources (%) 2000 4/	88	Foreign direct investment, net 2001 1/	286
Population with access to essential drugs (%) 1999 4/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 4/	61	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-5
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	22
Food imports (% of merchandise imports) 2000 1/	14	Total external debt (USD million) 2000 1/	32 019
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	1 392	Present value of debt (as % of GNI) 2000 1/	44
Food production index (1989-91=100) 2000 1/	144	Total debt service (% of exports of goods and services) 2000 1/	26
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 287	Lending interest rate (%) 2001 1/	n/a
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	n/a
Arable land as % of land area 2000 1/	28		
Forest area as % of total land area 2000 1/	3		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	82		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2002

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2002

PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Small Farmers Credit Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	27 Jun 79	04 Jun 80	31 Dec 85	L - I - 18 - PA	SDR	23 750 000	100
South Rohri Fresh Groundwater Irrigation Project	AsDB	AsDB	HC	19 Dec 79	28 Mar 80	31 Dec 90	L - I - 33 - PA	SDR	12 400 000	37.3
Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	HC	03 Dec 80	27 Aug 81	31 Dec 90	L - I - 48 - PA	SDR	9 800 000	48.2
On-Farm Water Management Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	28 Jul 82	31 Dec 85	L - I - 83 - PA	SDR	10 500 000	84.8
Small Farmers' Credit Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	09 Jul 84	31 Dec 87	L - I - 138 - PA	SDR	23 200 000	100
Gujranwala Agricultural Development Project	IFAD	AsDB	HC	12 Dec 84	21 Jun 85	31 Dec 93	L - I - 162 - PA	SDR	8 650 000	99.6
Chitral Area Development Project	IFAD	AsDB	I	10 Sep 87	25 Nov 88	31 Dec 97	L - I - 209 - PA	SDR	8 700 000	78.2
Punjab Smallholder Dairy Development Project	IFAD	AsDB	I	30 Nov 88	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 234 - PA	SDR	12 050 000	47.4
Second Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 257 - PA	SDR	15 200 000	71.4
Smallholder and Women's Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	I	02 Oct 90	19 Jun 92	30 Jun 96	L - I - 265 - PA	SDR	19 000 000	7.6
Neelum and Jhelum Valleys Community Development Project	IFAD	UNOPS	I	04 Sep 91	05 Jun 92	30 Jun 04	L - I - 288 - PA	SDR	11 900 000	90.6
Mansehra Village Support Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	26 Mar 93	31 Dec 00	L - I - 319 - PA	SDR	10 350 000	65.3
Pat Feeder Command Area Development Project	AsDB	AsDB	I	19 Apr 94	02 Feb 95	31 Dec 03	L - I - 353 - PK	SDR	20 250 000	79.8
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	30 Sep 04	L - I - 425 - PK	SDR	11 350 000	41.9
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	11 Sep 98	31 Dec 05	L - I - 453 - PK	SDR	10 750 000	29.0
Barani Village Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 98	01 Sep 99	31 Dec 05	L - I - 492 - PK	SDR	11 150 000	28.0
Southern Federally Administered Tribal Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 00	24 Jul 02	31 Mar 09	L - I - 554 - PK	SDR	13 400 000	8.4
North-West Frontier Province Barani Area Development Project	AsDB	AsDB	HC	26 Apr 01			L - I - 558 - PK	SDR	11 150 000	

LOGICAL FRAMEWORK

Programme Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
1. STRATEGIC GOAL			
Household incomes of the rural population in the target area increased. Communities empowered to plan and sustainably improve their living conditions.	Food security in the target area improved. The annual average household income for the targeted 123 000 households increased through improved on- and off-farm income-generating activities (IGA), including agricultural production and microenterprises supported by a strong gender-balanced approach for capacity-building and access to markets and financial services.	Baseline data prepared under NJVCDP. Moreover, CO food security activities and income levels recorded during participatory rural appraisal (PRA) preparation of VDPs. Periodic household/impact surveys and programme completion surveys.	Moreover, government continues to be committed to participatory, community-based local development planning for devolution and decentralization.
2. PROGRAMME OBJECTIVES			
Some 123 000 poor households, each including about seven family members, in the programme area able to sustain an increased level of agricultural production, productivity, income from on- and off-farm activities, and improved social and economic infrastructure. Donors' coordination ensured to avoid overlapping of activities and conflicting positions and strategies.	Yield increases in rainfed and irrigated areas based on demand-driven agricultural enterprise development– e.g. irrigated wheat and maize from 2t/ha to 3t/ha, irrigated vegetables from 11t/ha to 16t/ha. About 12 200 households with an average holding of from 0.25 ha to 0.50 ha (irrigated land) will benefit. Improved animal husbandry/cross-breeding will increase income from livestock by at least 25%. At least 50% of the participating households will receive loans from the CCPs for income-generating activities (IGA). Number of donor meetings in Kashmir.	Baseline data from PRA sessions; annual monitoring and evaluation (M&E) data; beneficiary workshops. Minutes of the meetings and decisions taken to facilitate implementation.	Restructured, demand-responsive, qualified and capable agricultural staff (crop and livestock extension service) are available. Non-programme income factors remain stable, at least in the short term. Government will facilitate these meetings.
3. COMPONENTS/OUTPUTS			
3.1 Beneficiaries trained to manage their productive resources. Women's and men's COs established to facilitate skills training (with priority to women), PRA sessions, development of VDP, identification and selection of priority community schemes involving all the village population and in particular women and vulnerable groups. Implementation will be highly flexible and demand-driven.	1 265 new COs and 2 835 existing COs strengthened; group leaders trained in group dynamics; 1 265 new and 2 835 existing activists trained; 2 200 women trained as community welfare workers; about 8 000 men and women participate in long-term vocational training and 2 500 in short-term vocational training. Productive infrastructure – about 3 800 ha of new irrigation, 150 km of rural roads – and social infrastructure (to be determined in PRA) established at community demand. Crop and livestock demonstrations established at request of the COs. Animal-breeding programme (artificial insemination and natural mating) dynamic. Vocational training used to setting up small farm and off-farm enterprises and IGAs.	Training records kept with NGOs/social organizers at district level and at programme management level. Records on productive and social infrastructure development together with listing of beneficiary contribution kept with PMU/DPO. Records of Departments of Agriculture (DOA) and Animal Husbandry on community-based crop and livestock activities. Records of vocational training centres and PMU/DPO for enterprise development and IGAs. Records of decision-making processes at community level.	Qualified and enthusiastic social organizers are available. Beneficiaries respond positively to programme interventions and recommendations. Women participate actively in programme activities.
3.2 Agricultural research restructured and focus changed from cereals to fruit and vegetable crops, and findings and recommendations transferred to extension staff.	Demand-responsive research material, training and extension material from trials and demonstrations developed and submitted to agricultural extension staff.	Feedback reports from agricultural extension staff and from beneficiary-responsive monitoring workshops	Qualified government staff are available.

Programme Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
3.3 Capacity of agricultural extension service strengthened and improved through the FAO/Technical Cooperation Programme (TCP) activities prior to programme effectiveness, to ensure increased farm cash income from fruit and vegetables to increase on-farm income and improve beneficiary nutrition levels.	Fruit trees: Improved pruning, pest and disease control, expanded area, increased number of private nurseries. Vegetables: Expanded cropping area, increased production outside main lowland harvest season. Cereals: New varieties and improved cultural practices in rainfed and irrigated areas. Pulses: Recommendations for use of line planting and early weeding accepted; expansion of area planted. Fodder: Introduction of perennial forage; improved digestibility and use of crop by-products; maize managed to increase forage production, increased berseem by 3 t/ha	Records kept with programme management. Workplans and progress reports. Reports from agricultural extension staff on beneficiaries' adoption of new technology. Feedback from beneficiary-responsive monitoring workshops Records kept with agricultural extension staff.	Qualified government staff are available. Community extension workers (CEWs) are available.
3.4 Capacity of livestock extension services strengthened and improved to ensure increased productivity of indigenous and cross-bred animals.	Increased artificial insemination (AI) and natural mating and increased milk production; improved animal feeding and care; increased farm poultry and small stock fattening; improved use and of available animal feed; increased weight gains.	Records kept by livestock development staff. Feedback from beneficiary-responsive monitoring workshops	Qualified government staff are available. Village livestock workers are available. Women cooperate with the programme.
3.5 Increased availability of irrigation facilities and reduced water losses.	About 245 km of existing and new water channels, irrigating about 1 800 ha; 56 water-lifting devices, irrigating 340 ha; 56 mini dams, irrigating 170 ha; 84 km of water distribution improvement, irrigating 840 ha; 84 tube wells, irrigating 1 050 ha; land levelling on 900 ha.	Programme management Monitoring reports. Physical progress reports by the Irrigation Wing of DOA.	Suitable and qualified engineers are available at district level. Beneficiary farmers are able to mobilize funds for on-farm development and for operation and maintenance.
3.6 Rural access improved through rehabilitation/upgrading of priority road stretches, footbridges and pathways, and social infrastructure.	About 150 km of rural roads and 20 suspension bridges constructed and unidentified amount of community-based social infrastructure established.	Programme management monitoring reports. Physical progress reports by the Local Government Rural Development Department (LGRDD).	Beneficiaries able to contribute to the costs. Close cooperation between neighbouring villages.
3.7 Rural financial services, savings and credit facilities available for rural poor households in the target area. CO clusters graduate from microfinance window as their sustainability increases through accessing financial resources from banking system and improved access to markets.	Credit channelling through community credit pool and microfinance institution. Mature COs are increasingly clustering and sub-apex/apex structures established with links to the banking system for increased flow of funds available for SME development.	Records kept with PMU/DPO for the community credit pool (CCPs) and with the microfinance institution for the microenterprise and SME loans	The microfinance institution establishes branch offices in AJK with links to the clusters/sub-apex/apex structures.
3.8 Increased implementation capacity at state and district levels	Coordination office established and staffed by contract staff; district programme offices (7) established and staffed by contract staff; sub-apex/apex established and have absorbed DPO staff	Progress reports	Qualified staff available.

Programme Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
4. ACTIVITIES			
Women and community development <ol style="list-style-type: none"> 1. Train community leaders and extension and livestock workers on gender-sensitive development approaches. 2. Establish community development fund for microfinance, infrastructure development, and promotion of innovation in rural areas. 3. COs to establish a revolving fund to ease the supply of seeds and fertilizer 4. Establish CCPs at CO level 5. Conduct training of community welfare workers 6. Conduct vocational skills training 7. Improve socio-economic infrastructure 8. Improve drinking water supplies 9. Carry out civil works (irrigation schemes, rural roads and small bridges) 10. Promote social forestry 11. Promote social infrastructure in support of improving the living conditions in the target areas, particularly for women and vulnerable groups 12. Promote innovation by the stakeholders in favour of developing new practical ideas that can improve the well being of the poor and women. 	<p>Effective implementation of programme activities: Implementation as per workplans Disbursement as per budgets</p> <p>Leaders elected for only one term of two years</p>	<p>Review mission/ex-post evaluation</p> <p>Special subject monitoring reports Management information system (MIS) data and reports</p>	<p>PRA successfully carried out, VDP established, and villagers' priorities accepted.</p> <p>Community development fund well managed and readily available.</p> <p>COs, line agencies, private sector and NGOs are responsive.</p>
Agricultural research <ol style="list-style-type: none"> 1. Improved crop technology dissemination 2. Farmer-led seed development – improved seed production on 1 300 ha 3. Promotion of fodder crops 4. Fruit and vegetable development 5. Participatory research – 20 research themes to be undertaken to introduce remunerative and high-value crops 	<p>Training of research staff implemented. Funds for operating expenses provided.</p>	<p>Training records kept with programme management</p>	<p>Line agencies, private sector and NGOs cooperate fully.</p>
Agricultural crop production <ol style="list-style-type: none"> 1. Improved crop technology dissemination 2. Enhance extension staff activities through the FAO/TCP for restructuring the extension and research services 3. On-farm crop technology demonstrations 4. Inception and refresher skills training of <ul style="list-style-type: none"> - DOA staff - Community extension workers 	<p>Women extension officers and field assistants recruited and posted at <i>tehsil</i> level. Agricultural officers' training and refresher training; community extension workers training and refresher training. Demonstrations on annual crops, fruit crops and communal rangeland development carried out. Weekly radio programme developed</p>	<p>Training and demonstration records kept with programme management</p>	<p>Line agencies cooperate fully.</p>

Programme Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
Livestock production 1. Breed improvement 2. Improved livestock management 3. Strengthening of livestock services	Breed improvement through AI, distribution of about 20 cow bulls, 20 buffalo bulls, 200 rams, 200 buck and 16 000 parent poultry, based on demand. Demonstration of complete livestock packages in model villages. Demonstration of a milk collection centre. Training of staff and community livestock workers (CLWs) in animal health and production. Strengthening of the animal health diagnostic laboratory, through the European Union-funded veterinary service support project.	Training, demonstration and breeding records kept with programme management	Line agencies cooperate fully.
Irrigation development 1. Schemes identified by the communities 2. Pre-feasibility assessments 3. Development plans and feasibility assessments 4. Detailed designs 5. Construction of main systems 6. Construction of on-farm distribution systems 7. Provision of advisory services 8. Provision of quality control	As per approved workplans and contracts between the COs and the programme management.	Programme progress reports	District offices of DOA are capable of providing engineering services to the communities. Required staff are recruited.
Rural access and social infrastructure 1. Road and social infrastructure identification through COs/WOs 2. Road and social infrastructure rehabilitation/upgrading 3. Construction of suspension bridges 4. Quality control	As per approved workplans and contracts with contractors	Programme progress reports	Engineering services of LGRDD sufficiently capable to serve communities. Required staff recruited and synergies established with the World Bank-funded CISP
Rural financial services 1. Provision for establishment of community credit pools at CO/women's organization levels 2. Establishment of microenterprise loans by the microfinance institution 3. Provision of rural finance for income-generating activities and enterprise development 4. Establishment of sub-apex structures at district level	As per financial requests and budgets from the programme and the microfinance institution Number of COs ready to join the sub-apex organization Number of sub-apex organizations established	Special register for loans Loan monitoring reports from the microfinance institution to programme management Activities implemented by the sub-apex organization	Microfinance institution employs qualified staff.
Programme implementation support 1. PMU and DPOs 2. Component-specific implementing agencies 3. Programme management support (PMU) 4. Provision of contractual incremental staff, for each DPO 5. Transportation 6. Office equipment 7. Incremental operational expenses	As per approved workplans and budgets	Monitoring reports Programme progress reports Programme monitoring report Ex-post evaluation Programme cost and management accounts Workplans and budgets	Qualified senior staff can be attracted and retained. Responsiveness of institutions is strengthened.

PROGRAMME IMPLEMENTATION

Gender-Sensitive Community Development

1. In different AJK districts, various types of community organizations (COs) exist, formed earlier under different programmes. These organizations will be integrated under the programme through the following approach: (i) The programme area will cover the whole of AJK. (ii) All existing COs will be consolidated to become eligible for programme support and will have access to programme resources on an equal basis as those formed under the IFAD-supported NJVCDP, including access to credit-matching funds and the community development fund. This will include the COs established under the PPAF/NRSP project in Kotli, Poonch and Sudhnoti districts. (iii) New groups will be established only where currently no active groups exist (to avoid duplication), and to the extent possible only one CO per village. (iv) In areas with no existing groups, PMU will contract suitable NGOs on a competitive basis for community mobilization in the areas. (v) In the IFAD-supported NJVCDP area, the programme will partly support the formation of the proposed sub-apex and apex organizations, which will be provided with technical support, as required, for the group mobilization works in the villages.

2. A series of small workshops and surveys/situation and gender analyses, community meetings and information campaigns, including information campaigns on environment-friendly businesses and market options, will be organized to mobilize the communities and pave the way for village development planning. Training in participatory community-based village development plans will be conducted to enable users to organize themselves into COs and to build their capacity for the planning and implementation of microenterprises and social and economic infrastructure subprogrammes. The focus will be on building/strengthening community cohesion; community needs assessment; problem solving; and decision-making processes. This process will be facilitated by suitable and qualified service providers (NGOs), selected on the basis of transparent qualifying criteria and competitive bidding. Since the proposed programme is demand-led and community-based, the communities themselves will be responsible for playing the major role in each of the three programme cycle phases (pre-planning and feasibility, implementation, and monitoring). They will be technically supported by the line agencies/private sector contracted by the CO, CO clusters and sub-apex organizations.

3. The programme's approach is based on the participation of beneficiaries as members of COs in the identification, planning and implementation of programme activities. The contracted NGOs will facilitate the formation of COs through the effort of social organizers. All rural communities will be eligible for programme support. However, priority will be given to the poorer villages selected on the basis of a number of pre-identified indicators including: (i) existing infrastructure (road access, water supply, electrification, health facilities, education facilities and existing irrigation schemes) to be identified on the basis of existing secondary data and field visits; and (ii) socio-economic indicators (family size, house ownership, farm size and farm tenancy, source of income) to be based on a sample survey in settlements where the infrastructure indicators warrant further investigation.

4. Following the selection of villages, group formation and development will start. The proposed methodology is flexible in application and designed to establish and strengthen a community-based institution that can expand or change as it takes on the character of a locally managed NGO. The programme will also support the new AJK government policy under formulation to limit the number of groups to one men's and one women's CO per village. This is an important step to facilitate village-wide investments (e.g. water supply, dispensaries, schools, link roads, etc.) and the cost sharing for the operation and maintenance (O&M) of such schemes.

5. The community development under the programme will incorporate the following key features: (i) mobilization of rural poor communities for organizing groups, with particular emphasis on women's group formation; (ii) incorporation into the programme of existing active groups formed

earlier; (iii) development of local leadership of the target group through training; (iv) operation of a savings/credit scheme (community credit pool) at CO level; (v) local resource assessment, prioritization of development needs through participatory appraisal and formulation of a village development plan (VDP) for implementation by each CO; (vi) identification and training of community activists, particularly women; (vii) preparation and implementation of schemes for physical infrastructure and social services with support from the respective line department; and (viii) facilitation to organize and establish CO clusters to coordinate interventions covering more than one CO; and (ix) organization of sub-apex bodies of COs to be linked, once mature, with banking institutions.

6. The results of the preparation of infrastructure schemes in terms of costs, feasibility and size of community contributions will be reviewed and implementation plans with time frames drawn up. For all infrastructure-related works, a specific scheme agreement (terms of partnership) will be made, spelling out modalities of implementation, beneficiaries' contribution, O&M, etc. Funding has been provided, within the infrastructure window of the community development component, in anticipation of a significant demand for assistance with the development of new and existing irrigation schemes, lift pump schemes, small and medium gravity schemes, small rural roads, health centres, schools, etc. The COs will undertake infrastructure investment works using locally available material and labour, and—if appropriate—local contractors. The respective line department will provide assistance in procuring tools and materials where needed. The COs will undertake all procurement, using funds provided by the programme. The CO will receive 20% of the estimated cost as a down payment upon signing the partnership agreement, with subsequent payments depending on the progress of work as assessed by the relevant line department. Final payment will be made three months after completion of construction and upon receipt of a completion certificate from the line department verified by the COs. COs will keep a complete record of expenditure on the investment in accordance with the formats used by the line department. The design, costing and construction of individual schemes will be reviewed by the programme director, drawing on consultant services, to ensure that the schemes are technically and financially feasible.

Community Development Fund

7. **The microfinance window.** Through a participatory planning process, this window will enable the COs to be assisted by an NGO to accumulate savings in their bank accounts. The COs will need to undergo an appraisal/evaluation process undertaken by the NGOs, which will assess their capacities, level of savings and the adequacy of their savings mobilization strategies. It will also ensure that the COs have satisfied the minimum criteria that at least one third of their members are from vulnerable groups. When the minimum required amount of PKR 20 000 is accumulated, PMU will deposit matching funds to their savings level into their bank account. CO activities will be closely monitored by the facilitating NGO, and their skills upgraded through capacity-building programmes managed by the NGO. The CO clusters that have reached maturity stage, measured by growth of savings and size of loan portfolio, will undergo a similar process of assessment/evaluation for entry into the second-level tier. Access to the second tier is also conditioned by their repaying the initial deposit of matching funds. PMU will then deposit a higher level of matching funds, following their meeting the necessary requirements for accessing the second tier of credit. Once a CO cluster has reached a higher level of maturity, through a higher level of savings and a larger loan portfolio, the PMU will facilitate its linkages with a formal financial institution. The programme will assist the CO cluster to register as a company under the Company Ordinance. Thus, upon completion of the process, the COs will have graduated to a higher level of lending operations.

8. **The infrastructure window.** Priority infrastructure subprogrammes will be implemented by the CO or a CO cluster. This involves investments in essential community infrastructure, or mainly a secondary type of infrastructure. The identification process of subprogrammes is demand-driven by the COs according to their established priorities. Appropriate design and construction standards have been

developed in AJK, taking into account locally available materials, ease of construction and maintenance, and affordability. The design of each subprogramme will have to comply with the guidelines developed by the Environmental Protection Agency (EPA) of AJK for such types of infrastructures. The programme will develop eligibility criteria with negative and positive lists. COs will be allowed to access this window to fund one subprogramme at a time until it is completed and fully operational. Priority will be given to COs that have met the requirement that at least 30% of their members are from vulnerable groups. The NGO facilitating the CO's development plans will be joined by the line agency/private sector to prepare the full design and costing. Economic and social infrastructure works such as water supply, sanitation, school buildings and health centres will be implemented by the COs with the technical assistance of the respective line department (the Local Government and Rural Development Department (LG&RDD) for link roads, water supply and sanitation; the Department of Health for health centres; the Department of Education for schools). Implementation procedures and maintenance and financing arrangements will be the same as described earlier for irrigation schemes.

9. The COs will need to contribute at least 20% of the cash resources required for civil works together with labour and local materials. However, the ratio between cash and in-kind contribution could be adapted to specific CO's poverty status. The COs will have to deposit cash requirements into a bank account that they jointly operate with the PMU. The NGO together with the line agency/private sector will provide training for CO personnel in charge of the system's operation and maintenance (O&M). The subprogramme cost will include the service charge for line agency/private sector input. The community will be required to establish a committee to operate the infrastructure. It will establish user fees to generate the funds necessary for its O&M. Moreover, tripartite memorandums of understanding will be drawn up by and between the programme, line agencies/private sector and the CO clusters, to fix responsibilities and modalities for payment. Periodic routine maintenance will be strictly enforced in order to keep the infrastructure in a state of operation. To this effect, maintenance manuals and capacity-building to users will be provided prior to handing over the created infrastructure to the communities. COs that fail to maintain the financed infrastructure will be denied access to the window.

10. **The innovations window.** Invitations for concept papers for new innovations in the social or economic sphere will be encouraged to create opportunities for communities and stakeholders that have innovative ideas and need to be supported in order to develop and test these ideas prior to their wider dissemination. Concept papers will be appraised by the programme technical committee and submitted for approval to the PSC. Funding of proposals will be on a competitive basis to allow for the most relevant concepts to win funds for further development.

Natural Resource Management

11. The entry points for these opportunities and options will be the COs mobilized and consolidated by the proposed programme. Based on established priorities as defined in the VDP, the service providers will assist the COs/members in the detailed design and costing of the enterprise and its implementation. The service provider can cluster similar requests for enterprises for nearby COs and provide the service jointly to reduce its transaction costs. The cost of the enterprise will include a service charge for the service provider, which will be paid to the line agency/private sector based on certification by the CO/CO cluster of satisfactory service provision. In this context, the Government has requested FAO's financial and technical assistance in support of the implementation of this IFAD programme. For this purpose, an agreement will be signed between the Government and FAO acceptable to IFAD to assist the Government in training and study tours and the recruitment of technical assistance.

12. The relevant line agencies will provide technical assistance and other services to the COs as described in the programme documents. In addition, LG&RDD will design and supervise the

implementation of feeder roads and social infrastructure schemes. The participation of line agencies will be coordinated by the district programme offices (DPOs) at district level and specified/agreed in the quarterly and monthly workplans to be prepared by the DPOs in close cooperation with the line departments. The monthly workplan will specify the detailed day-to-day involvement of the various agencies at the CO level and will be prepared jointly by the DPOs and district/*tehsil* (subdistrict) staff. Funds for the line departments will be disbursed quarterly on the basis of the agreed quarterly workplans and progress made. Prior to the release of further funds, the DPOs will scrutinize activities undertaken.

13. **Irrigation infrastructure.** The Irrigation Section of the Department of Agriculture (DOA), based on the priorities identified in the VDPs and in close cooperation with the COs and NGOs, will be responsible for the implementation of irrigation development and rehabilitation works, including planning, design and supervision. The schemes to be developed will be identified by the COs in the course of VDP establishment. DOA will make a preliminary appraisal on the basis of pre-set selection criteria to assess whether the site warrants further investigations before a more detailed survey is carried out by the line agency to determine the technical and economic feasibility of the proposal. DOA will also assist the CO in the formation of water users' associations (WUAs). Before submitting the proposal to the programme for financing, the CO will approve the subprogramme and agree to provide 20% of the costs including labour and undertake O&M of the scheme once the construction/rehabilitation is completed. Once the proposal is approved, DOA will issue a work order in favour of the respective CO, and the PMU will release 20% of the total costs to the CO along with the design and work schedule. The construction work will then be executed by the community and supervised by DOA field teams. The DPO will be responsible for quality control. The DPO in this context will be assisted by engineering consultant's services. After completion, the scheme will be handed over to the WUA for O&M. DOA will provide necessary technical support in terms of training to the water users in running the schemes properly.

14. **Agriculture and livestock development.** Activities in support of the crop and livestock enterprises identified by the COs will be the responsibility of DOA and the Department of Animal Health. The director-general of agriculture and the director-general of animal husbandry will be responsible for implementing the crop and livestock development programmes. They will ensure that the deputy directors in each district organize their services to ensure accountability at all levels. In each district, a staff member each for crop and livestock will be nominated responsible for the respective activities. Within each *tehsil*, the selected cadre of staff will be responsible for activities in a defined area. Provision will be made to ensure that staff is active during participatory processes, including the selection of voluntary staff within the communities, selection of demonstration farmers and organization of inputs to villager-selected development initiatives.

15. Community extension and livestock workers (CEWs and CIWs) will ideally be 50% men and 50% women. Incumbents, selected by community members, will be literate and able to communicate well. They will be the points of contact for all activities, including seed-exchange programmes, demonstrations, field days, development activities, livestock vaccination, credit requests, reporting and monitoring results. Women extension officers will train women incumbents.

16. **Crop services.** DOA, benefiting from the support provided by the FAO/TCP, will restructure its extension service to make it more responsive to the demand-driven CO requests. At the start of each cropping season, DOA – in consultation with the COs – will prepare a schedule for the visits of field assistants (FAs) to the COs and a list of activities to be undertaken. FAs along with CEWs will maintain a register summarizing discussions with COs and recording activities for inspection by the AOs and the FAs. The programme training coordinator, in consultation with DOA, and the Extension Service Management Academy (ESMA), will prepare the curricula and the training calendar and supervise the training courses for its own staff and the CEWs. DOA will be responsible for facilitating the programme's seed multiplication plans based on CO-identified demands. The department with support from the Directorate of Agricultural Research will identify suitable varieties of major crops and will conduct

training for contract growers, selected on the basis of criteria such as landholding size and accessibility to land. DOA will arrange procurement of basic seed from the relevant breeding sources, and AJK research farms will provide the seed to contract growers after signing an agreement and assuring technical backup. Contract growers will sell the multiplied seed to fellow CO members at prices consistent with market prices for such seed.

17. To support extension activities, the Directorate of Agricultural Research will be required to rededicate itself to adaptive research activities with strong links to on-farm research to solve crop production problems encountered at the community level and to ensure the transfer of findings and recommendations to the extension service. To carry out these important tasks, Directorate staff will organize initial training and provide retraining of research staff every second year. They will receive travel and duty allocation and material support to develop and participate in a full adaptive research work programme. Research staff's input into extension staff training and extension field programmes will be formalized and systems of feedback from the field developed. (iv) FAO/TCP programme support, to initiate in the programme area in early 2004, will provide valuable inputs to restructuring the DOA in AJK to make it more responsive to demands by communities and be more accountable to them.

18. **Livestock services.** The work of the Livestock Service will be expanded beyond the present preoccupation with animal breeding and health to cover improved feeding and management for sedentary stock. The AI station will provide AI services, which will be strengthened to provide better outreach by the AI field services. With European Union support, veterinary hospitals, dispensaries and centres will provide veterinary care. Veterinary assistants will use revolving funds, financed by the European Union to ensure the supply of drugs and medicines in locations where veterinary drugs are not available. Voluntary men and women CLWs will provide veterinary and livestock husbandry services with equipment made available by the programme and will sell simple drugs, received on a 'one-off' basis the proceeds of which will constitute a local revolving fund.

19. **Social forestry.** The Forestry Department together with the concerned communities will continue to implement programme activities in the field of social forestry according to communities' demands and participation.

20. **Credit delivery.** Credit delivery under the programme, through community credit pools (CCPs) at CO level, will be based on community members' savings supplemented with matching funds from the programme. Communities will manage the CCPs under supervision of the credit officer/social organizer. CCPS will finance loans up to PKR 50 000 for farm enterprises, income-generating activities and small enterprise development, in particular for women. COs will be responsible for the operation of CCPs. PMU/DPO staff will, however, be responsible for training and technical guidance. Main indicators to pre-qualify and determine the maturity of a CO for credit funds will include: (i) the age of a CO should not be less than six months; (ii) the level of saving of a CO should be consistent since its formation and should fulfil the required proportion of the credit fund; (iii) members' attendance at meetings should be regular and not be less than 75%; (iv) COs should preferably have exercised internal lending to experience the credit practice; (v) at least one third of CO membership should be from the poorest strata of the community; (vi) agreement to ensure that the rate of loan recovery and prompt servicing of the loans are in accordance with the norms established by the programme; (vii) the loans will carry an interest rate at least equivalent to the prevailing market rates applied by the banking system; (viii) once a CO pre-qualifies for the credit fund, the 'terms of partnership' should be signed by the programme and the CO, agreeing that the funds will be used for productive enterprise development purposes, otherwise the programme maintains the right to withdraw the amount.

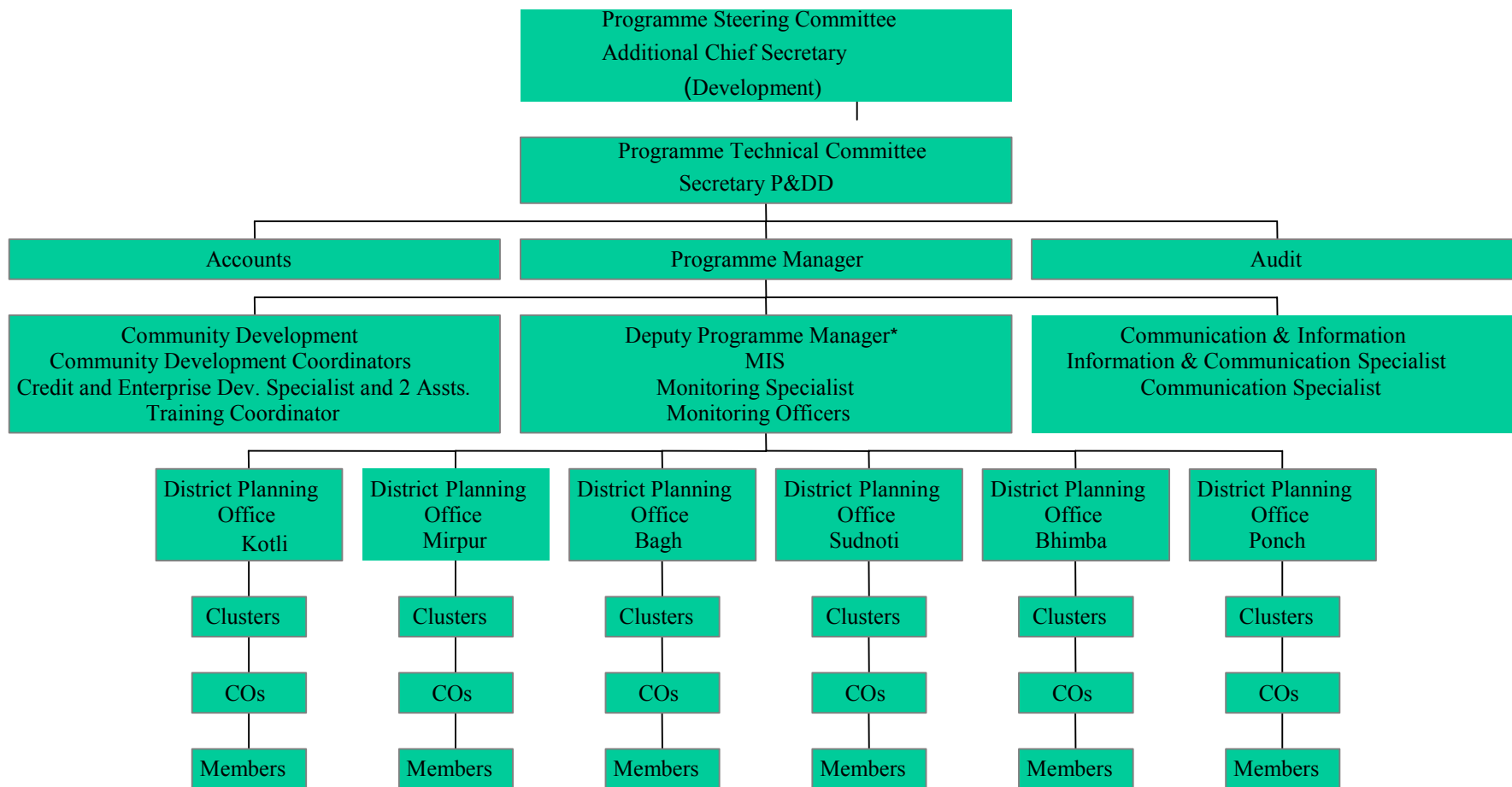
21. The selection of a borrower is at the discretion of a CO. Selection criteria should include: (i) a borrower must be a member of the CO; (ii) he/she should possess relevant experience and be willing to obtain training to improve and upgrade his or her technical and managerial skills; (iii) one member per

A

APPENDIX IV

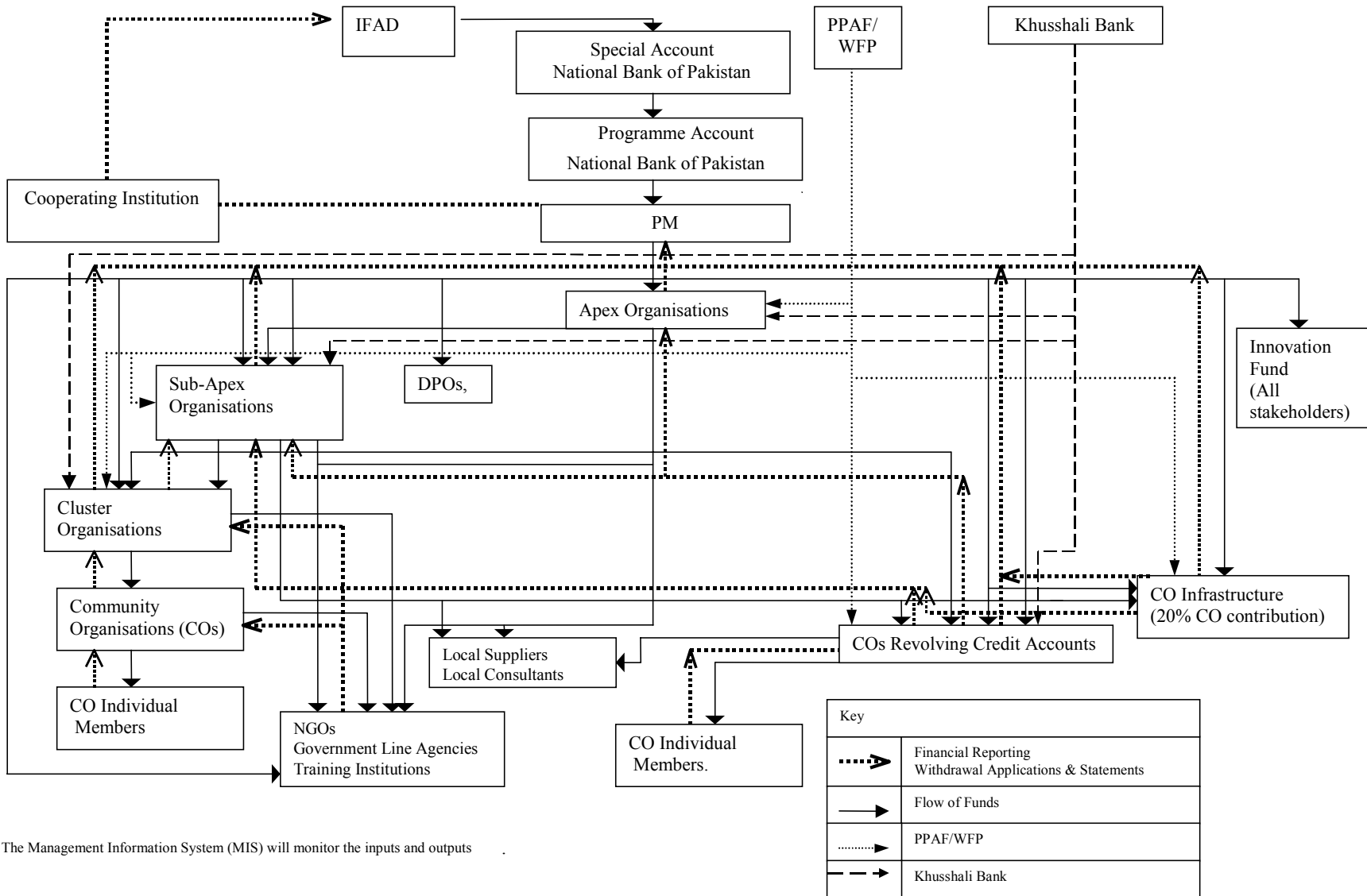
household should be eligible for credit; (iv) the member's attendance in group meetings and his or her savings record should be satisfactory to the CO; (v) the borrower should not be a defaulter of any credit institution/bank; (vi) the borrower must have at least 20% of the amount of credit as savings with the CO. The maximum amount of credit should be PKR 15 000, and the period should vary from six months to a maximum of two years. The service charge should be market-determined in the same way as applied by the microfinance institution.

ORGANIZATIONAL CHART



- DPO Muzaffarabad will be operated by PMU.

FLOW OF FUNDS



The Management Information System (MIS) will monitor the inputs and outputs

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Component (USD '000)

	Gender-Sensitive Community Development	Community Development Fund				Innovation Window Innovation	Natural Resource Management		Programme Management		Total	Physical Contingencies	
		Microfinance Window		Infrastructure Window			Participatory Research	Field and Horticulture Crop Development Support	PMU	DPO		%	Amount
		Entry Level Tier I	Consolidation Level Tier II	Social and Economic Infrastructure	Inter- and Intra-CO Infrastructure								
I. Investment Costs													
A. Civil Works													
Civil works	300.0	-	-	4 786.2	3 077.9	-	-	-	-	-	8 164.1	10.0	816.4
Community Development Fund	-	-	-	-	-	500.0	-	-	-	-	500.0	10.0	50.0
Subtotal	300.0	-	-	4 786.2	3 077.9	500.0	-	-	-	-	8 664.1	10.0	866.4
B. Equipment and Materials	10.7	-	-	-	-	-	-	-	36.8	37.4	84.8	10.0	8.5
C. Vehicles	203.4	-	-	-	-	-	-	-	269.2	355.9	828.5	-	-
D. Training and Demonstrations	9 449.6	-	-	-	-	-	-	-	23.7	41.5	10 586.2	-	-
E. Technical Assistance and Studies	106.8	-	-	-	-	-	230.5	50.8	200.0	-	588.1	-	-
F. Revolving Fund for IGA	-	1 474.4	3 046.4	-	-	-	-	-	-	-	4 520.8	-	-
Total Investment Costs	10 070.5	1 474.4	3 046.4	4 786.2	3 077.9	500.0	230.5	1 122.1	529.7	434.8	25 272.5	3.5	874.9
II. Recurrent Costs													
A. Salaries													
Salaries and allowances	541.7	-	-	-	-	-	-	-	586.8	984.2	2 112.7	-	-
B. Travel and Daily Subsistence Allowances	-	-	-	-	-	-	-	-	78.3	83.1	161.4	-	-
C. Operating Costs	228.5	-	-	-	-	-	-	-	157.8	207.6	593.9	5.0	29.7
Total Recurrent Costs	770.2	-	-	-	-	-	-	-	822.9	1 274.8	2 868.0	1.0	29.7
Physical Contingencies	10 840.7	1 474.4	3 046.4	4 786.2	3 077.9	500.0	230.5	1 122.1	1 352.5	1 709.7	28 140.4	3.2	904.6
Price Contingencies	42.5	-	-	478.6	307.8	50.0	-	-	11.6	14.1	904.6	-	-
Inflation													
Local	1 797.9	-	-	618.7	355.7	80.9	42.2	299.5	256.0	332.8	3 783.6	-	-
Foreign	40.2	-	-	204.2	117.5	26.9	0.7	5.2	12.6	14.9	422.1	-	-
Subtotal Inflation	1 838.1	-	-	822.9	473.1	107.8	42.9	304.8	268.6	347.7	4 205.8	-	-
Devaluation	-1 200.6	-	-	-414.5	-238.2	-54.0	-28.2	-200.2	-164.7	-214.4	-2 514.9	-	-
Subtotal Price Contingencies	637.4	-	-	408.4	234.9	53.7	14.7	104.6	103.8	133.3	1 690.9	3.9	66.3
	11 520.6	1 474.4	3 046.4	5 673.2	3 620.6	603.7	245.2	1 226.7	1 467.9	1 857.1	30 735.9	3.2	970.9
Taxes	654.8	-	-	-	-	-	12.3	61.3	201.0	247.8	1 177.2	0.5	5.8
Foreign Exchange	830.2	-	-	2 836.6	1 810.3	301.9	12.3	61.3	193.1	234.4	6 280.1	7.6	477.4

Expenditure Accounts by Financier
(USD '000)

	IFAD		Beneficiaries		Government		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
Investment Costs											
A. Civil Works											
Civil works	7 435	77.2	1 859	19.3	333	3.5	9 627	31.3	4 814	4 814	-
Community Development Fund	604	100.0	-	-	0	-	604	2.0	302	302	-
Subtotal	8 039	78.6	1 859	18.2	333	3.3	10 231	33.3	5 116	5 116	-
B. Equipment and Materials	67	69.5	-	-	29	30.5	96	0.3	48	19	29
C. Vehicles	399	45.0	-	-	488	55.0	887	2.9	355	44	488
D. Training and Demonstrations	7 785	69.3	-	-	3 451	30.7	11 236	36.6	562	10 112	562
E. Technical Assistance and Studies	567	89.6	-	-	66	10.4	633	2.1	32	569	32
F. Revolving Fund for IGA	3 607	79.8	-	-	914	20.2	4 521	14.7	-	4 521	-
Total Investment Costs	20 463	74.1	1 859	6.7	5 281	19.1	27 603	89.8	6 112	20 382	1 110
Recurrent Costs											
A. Salaries and Allowances	1 142	50.0	-	-	1 142	50.0	2 284	7.4	-	2 284	-
B. Travel and Daily Subsistence Allowances	26	15.0	-	-	148	85.0	174	0.6	-	174	-
C. Operating Costs	135	20.0	-	-	539	80.0	674	2.2	169	438	67
Total Recurrent Costs	1 303	41.6	-	-	1 830	58.4	3 133	10.2	169	2 897	67
Total Programme Costs	21 766	70.8	1 859	6.0	7 111	23.1	30 736	100.0	6 280	23 279	1 177

FINANCIAL ANALYSIS

	Initial Investment	Repayment Period	Base Financial Rate of Return	Sensitivity Analysis	
				+10 Cost	-10 Return
Microfinance Tier I Enterprises					
Tractor Repair Shop	41 000	1	62.2%	47.0%	42.9%
Embroidery	4 150	1	22.2%	8.6%	6.9%
Poultry Layer	20 000	1	38.4%	19.2%	16.6%
Lampshade	6 400	1	63.5%	40.9%	38.6%
Teddy Goat	12 000	1	88.2%	80.0%	74.0%
Seedling Nursery	15 090	1	124.1%	116.7%	107.9%
Microfinance Tier II Enterprises					
Dairy Production – 7 cows and 1 bull	303 148	3	13.9%	9.9%	8.0%
Multi-Purpose Milling	525 000	3	12.9%	8.6%	6.7%
Furniture Shop	378 000	3	126.5%	105.2%	83.9%